

Art. 2. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 oktober 2010.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

Art. 2. Le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 octobre 2010.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3923

[2010/205888]

6 OCTOBRE 2010. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose notamment la Directive 2008/101/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Art. 2. Dans l'ensemble du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, les abréviations "C.C.N.U.C.C.", "U.A.", "REC" et "M.D.P." sont respectivement remplacées par les abréviations "CCNUCC", "UQA", "URCE" et "MDP".

Art. 3. Dans le même décret, l'intitulé de la première section du chapitre premier est remplacé comme suit : "*Section 1^{re}. — Champ d'application et objectifs généraux*".

Art. 4. L'article 1^{er} du même décret est remplacé par ce qui suit :

"Art. 1^{er}. Le présent décret s'applique aux émissions dans l'atmosphère des gaz à effet de serre résultant des installations et activités déterminées par le Gouvernement et transpose la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la Directive 96/61/CE du Conseil, ci-après dénommée la Directive 2003/87/CE, telle que modifiée par les Directives 2004/101/CE et 2008/101/CE."

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit :

"Art. 1/1. Le présent décret vise à atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre assigné à la Région wallonne en vertu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques signée à New York le 9 mai 1992 et des décisions subséquentes adoptées au niveau international, communautaire, national et régional.

Les instruments et mécanismes prévus par le présent décret sont conçus dans le but exclusif de favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans des conditions économiquement efficaces et performantes."

Art. 6. Dans l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4^e, a et b, le mot "visée" est remplacé par le mot "visé";

b) le 10^e est remplacé par ce qui suit : "10^e pays hôte : le pays sur le territoire duquel se situe physiquement l'activité de projet, pour autant qu'elle réponde aux conditions fixées par les décisions de la Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties au Protocole de Kyoto";

c) le 18^e est remplacé par ce qui suit : "18^e unité d'absorption par les puits (UAB) : unité établie ou délivrée en application des articles 3.3 et 3.4 du Protocole de Kyoto et des décisions adoptées conformément à la CCNUCC ou au Protocole de Kyoto";

d) le 20^e est abrogé;

e) le 22^e est remplacé par ce qui suit : "22^e mise en œuvre conjointe (MOC) : mécanisme de flexibilité qui consiste, pour une partie, à investir dans des projets mis en œuvre dans les pays figurant à l'annexe I^{er} de la CCNUCC et dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le pays hôte ou d'y augmenter les absorptions de ceux-ci par des puits de carbone."

Art. 7. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

"Chapitre II. — *Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les installations fixes*".

Art. 8. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, les mots "Pour la deuxième période de référence et pour les périodes de référence ultérieures" sont abrogés.

Art. 9. L'article 4 du même décret est remplacé comme suit :

"Art. 4. Le Gouvernement arrête, au moins douze mois avant le début de la période de référence considérée et sur la base du plan d'allocation, la quantité totale de quotas qu'il alloue pour cette période, ainsi que la répartition des quotas attribués initialement à titre gratuit entre les exploitants des établissements dans lesquels interviennent une ou des installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés visés par le plan.

En suite de l'adoption du plan d'allocation, le Gouvernement arrête l'attribution initiale des quotas à l'exploitant de chaque établissement dans lequel interviennent une ou des installations ou activités émettant des gaz à effet de serre spécifiés suivant la procédure qu'il détermine.

Le Gouvernement arrête les modalités de gestion de la réserve de quotas pour les nouveaux entrants.

Si la Commission européenne n'a pas accepté le plan régional d'allocation, pour une période de référence donnée, le Gouvernement détermine un délai adapté pour prendre l'arrêté visé à l'alinéa premier."

Art. 10. L'article 7, § 4, du même décret, modifié par le décret du 22 juin 2006, est abrogé.

Art. 11. L'article 8 du même décret est remplacé comme suit :

"Art. 8. § 1^{er}. Sous réserve du § 2, les exploitants sont autorisés à utiliser des URCE et des URE résultant d'activités de projets dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre afin de satisfaire à l'obligation visée à l'article 10/1, jusqu'à concurrence du pourcentage déterminé par le plan d'allocation. Le Gouvernement délivre et restitue immédiatement un quota en échange d'une URCE ou d'une URE détenue par cet exploitant d'après le registre.

§ 2. Sans préjudice de l'article 16, toutes les URCE et les URE qui sont délivrées et qui peuvent être utilisées conformément à la CCNUCC, au Protocole de Kyoto et aux décisions ultérieures prises à ce titre peuvent être utilisées dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, à l'exception de celles qui concernent les activités de projets suivantes :

1° conformément à la CCNUCC, au Protocole de Kyoto et aux décisions ultérieures prises à ce titre, pour les deux premières périodes de référence, les installations nucléaires;

2° l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie."

Art. 12. Dans le même décret, l'intitulé de la section 3 du Chapitre II, est remplacé par ce qui suit :

"Section 3. — Déclaration et vérification des émissions et restitution des quotas".

Art. 13. A l'article 9 du même décret, le § 1^{er}, remplacé par le décret du 22 juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

"§ 1^{er}. Chaque année, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, vérifiée conformément aux critères définis à l'annexe II, est envoyée par l'exploitant au service ou à l'organisme à désigner par le Gouvernement le deuxième jeudi du mois de mars au plus tard."

Art. 14. A l'article 10, § 3, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "dans le délai fixé par le Gouvernement" sont remplacés par les mots "dans le délai fixé à l'article 9, § 1^{er}".

Art. 15. Dans le même décret, il est inséré un article 10/1, rédigé comme suit :

"Art. 10/1. Au plus tard le 30 avril de chaque année, l'exploitant d'un établissement dans lequel interviennent une ou des installations ou activités désignées par le Gouvernement émettant des gaz à effet de serre spécifiés restitue au Gouvernement, sur la base de sa déclaration des émissions de gaz à effet de serre vérifiée, le nombre de quotas autres que des quotas délivrés en application du chapitre II/1 correspondant aux émissions spécifiées totales de l'établissement au cours de l'année civile écoulée.

Les quotas restitués conformément à l'alinéa 1^{er} sont ensuite annulés."

Art. 16. Dans le même décret, dans la section 5 du Chapitre II, il est inséré un article 11/1, rédigé comme suit :

"Art. 11/1. § 1^{er}. Tout exploitant qui n'envoie pas la déclaration conformément et dans le délai fixé à l'article 9, § 1^{er}, est tenu de payer une amende de 500 euros par jour ouvrable de retard. Si le retard est supérieur à vingt jours ouvrables, l'amende est fixée forfaitairement à 15.000 euros.

Le fonctionnaire désigné par le Gouvernement constate le nombre de jours de retard et inflige l'amende en une fois. Il notifie sa décision à l'exploitant concerné par lettre recommandée dans un délai de trente jours prenant cours le deuxième jeudi du mois de mars. Cette décision mentionne les possibilités de recours.

§ 2. L'exploitant qui conteste la décision visée au § 1^{er} peut introduire un recours dans un délai de trente jours, à peine de forclusion, prenant cours à compter de la notification de la décision.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Il est introduit par voie de requête devant le tribunal de police.

La requête contient l'identité et l'adresse de l'exploitant, la désignation de la décision attaquée et les motifs de contestation de cette décision.

Les décisions du tribunal de police ne sont pas susceptibles d'appel.

§ 3. La décision d'imposer une amende administrative a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours prenant cours à partir du jour de sa notification, sauf en cas de recours en vertu du § 2.

L'amende est payable dans le délai de trente jours qui suit le jour où la décision a acquis force exécutoire. Elle est versée dans le fonds visé à l'article 13."

Art. 17. Dans l'article 12, § 3, du même décret, les mots "conformément à l'article 7" sont remplacés par les mots "conformément à l'article 10/1".

Art. 18. Dans le même décret, il est inséré un chapitre II/1 intitulé "Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour les activités aériennes".

Art. 19. Dans le chapitre II/1 inséré par l'article 18, il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

"Art. 12/1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'allocation et à la délivrance de quotas pour les activités aériennes déterminées par le Gouvernement."

Art. 20. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/2 rédigé comme suit :

"Art. 12/2. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1° "émissions d'aéronef" : le rejet, à partir d'un aéronef effectuant une activité aérienne déterminée par le Gouvernement, de gaz spécifiés en rapport avec cette activité;

2° "exploitant d'aéronef" : la personne qui exploite un aéronef au moment où il effectue une activité aérienne déterminée par le Gouvernement ou, lorsque cette personne n'est pas connue ou n'est pas identifiée par le propriétaire de l'aéronef, le propriétaire de l'aéronef lui-même;

3° "Région responsable" : la Région chargée de gérer le système communautaire eu égard à un exploitant d'aéronef dont la Belgique est l'État-membre responsable;

4° "émissions de l'aviation attribuées" : les émissions de tous les vols relevant des activités aériennes déterminées par le Gouvernement au départ d'un aéroport régional wallon ou à l'arrivée dans un tel aéroport en provenance d'un pays non membre de l'Union européenne;

5° "référentiel" : un des deux quotients utilisés afin de déterminer le nombre de quotas à allouer à titre gratuit aux exploitants d'aéronefs dont les demandes d'allocation ont été soumises à la Commission européenne; leur méthode de calcul respective est fixée aux articles 3sexies, § 3 et 3septies, § 5 de la Directive 2003/87/CE et ils sont chacun arrêtés dans la décision de la Commission européenne adoptée conformément à l'un de ces deux articles."

Art. 21. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/3 rédigé comme suit :

"Art. 12/3. Les périodes suivantes sont d'application pour le présent chapitre :

- 1° la première période allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012;
- 2° la deuxième période allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2020;
- 3° les périodes ultérieures de huit ans."

Art. 22 Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/4 rédigé comme suit :

"Art. 12/4. La Région responsable d'un exploitant d'aéronef dont la Belgique est l'État-membre responsable est celle à laquelle sont attribuées les émissions d'aéronef les plus élevées émises par cet exploitant d'aéronef pendant l'année de base.

Sont attribuées à la Région wallonne, pour chaque exploitant d'aéronef, les émissions d'aéronef de tous les vols :

- 1° au départ d'un aéroport régional wallon;
- 2° à l'arrivée dans un aéroport régional wallon en provenance d'un pays non membre de l'Union européenne.

Aux fins du présent article, on entend par année de base, dans le cas d'un exploitant d'aéronef ayant commencé à mener des activités dans la Communauté après le 1^{er} janvier 2006, la première année civile pendant laquelle il a exercé ses activités et, dans tous les autres cas, l'année civile débutant le 1^{er} janvier 2006."

Art. 23. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/5 rédigé comme suit :

"Art. 12/5. § 1^{er}. Chaque exploitant d'aéronef dont la Région wallonne est responsable en application de l'article 12/4 peut solliciter une allocation de quotas à titre gratuit, pour chacune des périodes visées à l'article 12/3.

La demande est introduite auprès du Gouvernement au plus tard le 31 mars 2011 en ce qui concerne les première et deuxième périodes ou, en ce qui concerne les périodes ultérieures, au moins vingt et un mois avant le début de la période à laquelle la demande se rapporte.

La demande contient les données relatives aux tonnes-kilomètres surveillées, déclarées et vérifiées, pour les activités aériennes déterminées par le Gouvernement et menées par l'exploitant d'aéronef pendant l'année de surveillance.

Aux fins du présent article, l'année de surveillance est l'année 2010 en ce qui concerne les première et deuxième périodes et, en ce qui concerne les périodes ultérieures, l'année civile se terminant vingt-quatre mois avant le début de la période à laquelle la demande se rapporte.

§ 2. Le Gouvernement soumet les demandes reçues à la Commission européenne au plus tard le 30 juin 2011, en ce qui concerne les première et deuxième périodes, ou, en ce qui concerne les périodes ultérieures, dix-huit mois au moins avant le début de la période à laquelle la demande se rapporte.

§ 3. Dans les trois mois suivant l'adoption, par la Commission européenne, d'une décision au titre de l'article 3sexies, § 3, de la Directive 2003/87/CE, le Gouvernement calcule et publie :

1° le total des quotas alloués pour la période concernée à chaque exploitant d'aéronef dont la demande est soumise à la Commission européenne conformément au § 2, calculé en multipliant les tonnes-kilomètres consignées dans la demande par le référentiel;

2° les quotas alloués à chaque exploitant d'aéronef pour chaque année, ce chiffre étant déterminé en divisant le total des quotas pour la période en question, calculé conformément au 1^o, par le nombre d'années dans la période pour laquelle cet exploitant d'aéronef réalise une des activités aériennes déterminées par le Gouvernement.

§ 4. Au plus tard le 28 février 2012 et le 28 février de chaque année suivante, le Gouvernement délivre à chaque exploitant d'aéronef le nombre de quotas alloué à cet exploitant pour l'année en question en application du présent article ou de l'article 12/6."

Art. 24. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/6 rédigé comme suit :

"Art. 12/6. § 1^{er}. L'exploitant d'aéronef dont la Région wallonne est responsable en application de l'article 12/4 peut solliciter une allocation à titre gratuit de quotas provenant de la réserve spéciale constituée pour les exploitants d'aéronefs, s'il remplit les conditions suivantes :

1° commencer à exercer une activité aérienne déterminée par le Gouvernement après l'année de surveillance visée à l'article 12/5, § 1^{er} pour la deuxième période ou une période ultérieure; ou

2° dont les données relatives aux tonnes-kilomètres traduisent une augmentation annuelle supérieure à 18 % entre l'année de surveillance visée à l'article 12/5, § 1^{er}, pour la deuxième période ou une période ultérieure, et la deuxième année civile de cette période;

et dont les activités visées au 1^o, ou le surcroît d'activités visé au 2^o, ne s'inscrivent pas, pour partie ou dans leur intégralité, dans le cadre de la poursuite d'une activité aérienne exercée auparavant par un autre exploitant d'aéronef.

En application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, un exploitant d'aéronef ne peut se voir allouer plus de 1 000 000 de quotas.

La demande est introduite auprès du Gouvernement, au plus tard le 30 juin 2015 en ce qui concerne la deuxième période ou au plus tard le 30 juin de la troisième année de la période ultérieure à laquelle elle se rapporte.

La demande :

1° contient les données relatives aux tonnes-kilomètres surveillées, déclarées et vérifiées, pour les activités aériennes déterminées par le Gouvernement et exercées par l'exploitant en 2014, en ce qui concerne la deuxième période, ou durant la deuxième année civile de la période ultérieure à laquelle la demande se rapporte;

2° apporte la preuve que les critères d'admissibilité visés à l'alinéa 1^{er} sont remplis; et

3° dans le cas d'un exploitant d'aéronef relevant de l'alinéa 1^{er}, 2^o, indique :

a) le taux d'augmentation exprimée en tonnes-kilomètres se rapportant aux activités de cet exploitant d'aéronef entre l'année de surveillance visée à l'article 12/5, § 1^{er}, pour la deuxième période ou une période ultérieure, et la deuxième année civile de cette période;

b) l'augmentation en termes absolus exprimée en tonnes-kilomètres se rapportant aux activités de cet exploitant d'aéronef entre l'année de surveillance visée à l'article 12/5, § 1^{er}, pour la deuxième période ou une période ultérieure, et la deuxième année civile de cette période; et

c) la part de l'augmentation en termes absolus exprimée en tonnes-kilomètres se rapportant aux activités de cet exploitant d'aéronef entre l'année de surveillance visée à l'article 12/5, § 1^{er}, pour la deuxième période ou une période ultérieure, et la deuxième année civile de cette période qui dépasse le pourcentage indiqué au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o.

§ 2. Le Gouvernement soumet à la Commission européenne les demandes reçues au plus tard le 31 décembre 2015, pour ce qui concerne la deuxième période, ou au plus tard six mois après la date limite prévue au § 1^{er}, alinéa 3, pour les périodes ultérieures.

§ 3. Dans les trois mois suivant l'adoption, par la Commission européenne, d'une décision arrêtant le référentiel conformément à l'article 3septies, § 5, de la Directive 2003/87/CE, le Gouvernement calcule et publie :

1° l'allocation de quotas provenant de la réserve spéciale à chaque exploitant d'aéronef dont il a soumis la demande à la Commission conformément au § 2. Cette allocation est calculée en multipliant le référentiel :

a) dans le cas d'un exploitant d'aéronef relevant du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, par les données relatives aux tonnes-kilomètres consignées dans la demande soumise à la Commission;

b) dans le cas d'un exploitant d'aéronef relevant du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, par la part de l'augmentation en termes absolus exprimée en tonnes-kilomètres qui dépasse le pourcentage indiqué au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, consignée dans la demande soumise à la Commission; et

2° l'allocation de quotas à chaque exploitant d'aéronef pour chaque année, qui est déterminée en divisant l'allocation de quotas au titre du 1° par le nombre d'années civiles complètes restantes pour la deuxième période ou pour une période ultérieure à laquelle l'allocation se rapporte.

Le référentiel visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, n'entraîne pas une allocation annuelle par tonne-kilomètre supérieure à l'allocation annuelle par tonne-kilomètre accordée aux exploitants d'aéronefs au titre de l'article 12/5, § 3.

Art. 25 Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/7 rédigé comme suit :

"Art. 12/7. Les quotas qui ne doivent pas être délivrés à titre gratuit sont mis aux enchères."

Art. 26. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/8 rédigé comme suit :

"Art. 12/8. L'article 7, § 1^{er}, 3, 5 et 6 est applicable aux quotas délivrés en application du présent chapitre.

Les quotas délivrés par une autorité compétente au sein de l'Union européenne sont reconnus aux fins du respect des obligations incombant aux exploitants d'aéronefs en application de l'alinéa 3.

Au plus tard le 30 avril de chaque année, chaque exploitant d'aéronef restitue un nombre de quotas égal au total des émissions d'aéronef de l'année civile précédente, vérifiées conformément à l'article 12/10, § 3, résultant des activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef.

Les quotas restitués conformément à l'alinéa 3 sont ensuite annulés."

Art. 27. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/9 rédigé comme suit :

"Art. 12/9. Pendant la première période, les exploitants d'aéronefs peuvent utiliser des URCE et des URE à concurrence de 15 % du nombre de quotas qu'ils sont tenus de restituer en vertu de l'article 12/8.

Pour la deuxième période et les périodes ultérieures, le pourcentage des URCE et des URE utilisables dans les activités aériennes est fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement délivre et restitue immédiatement un quota en échange d'une URCE ou d'une URE détenue par l'exploitant d'aéronef d'après le registre.

L'article 8, § 2 est applicable aux quotas délivrés en application du présent chapitre."

Art. 28. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/10 rédigé comme suit :

"Art. 12/10. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les règles relatives à la surveillance et à la déclaration des émissions d'aéronef et des données relatives aux tonnes-kilomètres conformément aux principes définis à l'annexe I/1.

Chaque exploitant d'aéronef soumet au Gouvernement pour approbation un plan de surveillance des émissions d'aéronef et des données relatives aux tonnes-kilomètres.

§ 2. Chaque exploitant d'aéronef déclare au Gouvernement les données relatives aux tonnes-kilomètres et, au cours de chaque année civile, à compter du 1^{er} janvier 2010, les émissions de l'aéronef qu'il exploite, après la fin de l'année concernée.

L'exploitant d'aéronef envoie sa déclaration d'émissions annuelle vérifiée conformément au § 3 au Gouvernement au plus tard le deuxième jeudi du mois de mars, pour les émissions de l'année précédente.

§ 3. Les déclarations présentées par les exploitants d'aéronefs sont vérifiées conformément aux critères définis à l'annexe II/1 par un vérificateur agréé par le Gouvernement.

Sur la base du rapport de vérification, le Gouvernement décide si les déclarations annuelles d'émissions sont reconnues satisfaisantes.

Un exploitant d'aéronef dont la déclaration n'a pas été reconnue satisfaisante pour le 31 mars de chaque année en ce qui concerne les émissions d'aéronef de l'année précédente, ne peut plus transférer de quotas jusqu'à ce qu'une déclaration de la part de cet exploitant d'aéronef ait été vérifiée comme étant satisfaisante."

Art. 29 Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/11 rédigé comme suit :

"Art. 12/11. L'article 11 est applicable aux quotas délivrés en application du présent chapitre."

Art. 30. Dans le même chapitre II/1, il est inséré un article 12/12 rédigé comme suit :

"Art. 12/12. § 1^{er}. L'article 11/1 est applicable à tout exploitant d'aéronef qui n'envoie pas la déclaration d'émissions annuelle conformément et dans le délai fixé à l'article 12/10, § 2, alinéa 2.

§ 2. Le nom de l'exploitant d'aéronef qui est en infraction par rapport à l'exigence de restituer suffisamment de quotas est publié au *Moniteur belge*.

§ 3. Tout exploitant d'aéronef qui, au plus tard le 30 avril de chaque année, ne restitue pas un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions d'aéronef de l'année précédente, est tenu de payer une amende sur les émissions d'aéronef excédentaires. Pour chaque tonne d'équivalent-dioxyde de carbone émise pour laquelle l'exploitant d'aéronef n'a pas restitué de quotas, l'amende sur les émissions d'aéronef excédentaires est de 100 euros.

Le paiement de l'amende sur les émissions d'aéronef excédentaires ne libère pas l'exploitant d'aéronef de l'obligation de restituer un nombre de quotas égal à ces émissions d'aéronef excédentaires lors de la restitution des quotas correspondant à l'année civile suivante.

Les amendes sont versées dans le Fonds visé à l'article 13.

§ 4. Au cas où un exploitant d'aéronef ne se conforme pas aux exigences du présent décret et si d'autres mesures visant à en assurer le respect n'ont pas permis de l'y contraindre, le Gouvernement peut demander à la Commission européenne d'adopter une décision imposant une interdiction d'exploitation à l'encontre de l'exploitant d'aéronef concerné.

Toute demande formulée en application de l'alinéa 1^{er} comporte :

- 1° des éléments démontrant que l'exploitant d'aéronef ne s'est pas conformé aux obligations qui lui incombent en vertu du présent décret;
- 2° des précisions sur les mesures coercitives prises pour assurer le respect du décret;
- 3° une justification de l'imposition d'une interdiction d'exploitation au niveau communautaire; et
- 4° une recommandation quant à la portée d'une interdiction d'exploitation au niveau communautaire et aux conditions éventuelles qui devraient être appliquées.

Lorsque la Commission européenne envisage de prendre une décision faisant suite à une demande introduite en vertu de l'alinéa 1^{er}, elle communique à l'exploitant d'aéronef concerné les faits et considérations essentiels qui justifient cette décision. L'exploitant d'aéronef concerné a la possibilité de soumettre à la Commission européenne des observations par écrit dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de la communication de ces faits et considérations."

Art. 31. Dans l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 2, modifié par les décrets des 22 juin 2006 et 5 mars 2008, le 2° est remplacé par ce qui suit :

"2° la réalisation d'activités de projet, la cotisation à des organismes réalisant des activités de projet, l'acquisition d'UQA, d'URCE, d'URE, d'UAB ou de quotas";

b) le § 2, modifié par les décrets des 22 juin 2006 et 5 mars 2008, est complété par les 8°, 9° et 10° rédigés comme suit :

"8° les mesures visant à faciliter l'adaptation aux incidences du changement climatique;

9° les mesures visant à financer des travaux de recherche et développement pour la limitation des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux incidences du changement climatique;

10° la contribution au Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables."

c) au § 4, inséré par le décret du 22 juin 2006, à l'alinéa 2, 1°, les mots "en vertu de l'article 12" sont remplacés par les mots "en vertu du présent décret";

d) au § 4, inséré par le décret du 22 juin 2006, à l'alinéa 2, 3°, les mots "en vertu de l'article 3, § 5" sont abrogés;

e) le § 4, inséré par le décret du 22 juin 2006, est complété par le 6° rédigé comme suit :

"6° le produit de redevances perçues dans le cadre de la gestion de la demande d'approbation des activités de projet en vertu de l'article 15, alinéa 2."

Art. 32. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

"Chapitre IV. — *Activités de projet*".

Art. 33. L'article 14 du même décret est remplacé par ce qui suit :

"Art. 14. Conformément à l'Accord de coopération entre l'Autorité fédérale, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre de certaines dispositions du protocole de Kyoto, conclu à Bruxelles le 19 février 2007, la Région est compétente pour l'approbation des activités de projet suivantes :

1° toute activité de projet financée totalement ou partiellement par la Région ou par une province ou une commune, située sur son territoire;

2° toute activité de projet par laquelle la Région entend acquérir des UQA, des UAB, des URE ou des URCE;

3° toute activité de projet du mécanisme de MOC ou de MDP dont la demande d'approbation est introduite par une personne physique ayant son domicile, ou par une personne morale ayant une unité d'établissement sur le territoire de la Région;

4° toute activité de projet réalisée sur le territoire de la Région.

Lorsqu'une activité de projet relève à la fois de plusieurs Régions ou d'une ou plusieurs Régions et de l'Autorité fédérale, elle est traitée conformément aux accords adoptés entre les différentes autorités."

Art. 34 L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit :

"Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement établit les critères d'éligibilité et les procédures pour l'approbation des activités de projet et charge le service ou l'organisme qu'il désigne de l'approbation des projets réalisés au titre de la MOC et du MDP.

Le Gouvernement peut subordonner la gestion de la demande d'approbation des activités de projet au paiement, par le demandeur, d'une redevance dont il fixe le montant.

§ 2. Le Gouvernement peut autoriser certaines personnes morales à participer à des activités de projet.

Le Gouvernement reste responsable de l'accomplissement des obligations qui lui incombent en vertu de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto, et garantit que cette participation est compatible avec les orientations, modalités et procédures pertinentes adoptées conformément à la CCNUCC ou au Protocole de Kyoto."

Art. 35. Dans l'article 16, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

"Le Gouvernement établit que les activités de projet auxquelles il participe ou qu'il approuve sont préparées et mises en œuvre conformément aux articles 6 et 12 du Protocole de Kyoto et aux décisions adoptées au titre de ces dispositions."

Art. 36. Dans le même décret, il est inséré un article 16/1 rédigé comme suit :

"Art. 16/1. Les décisions rendues par le service ou par l'organisme à désigner par le Gouvernement dans le cadre du présent chapitre sont susceptibles de recours selon les modalités définies à l'article 6 du présent décret."

Art. 37. Dans le même décret, il est inséré une annexe I/1 et une annexe II/1 qui sont jointes en annexes 1^{re} et 2 au présent décret.

Art. 38. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} décembre 2010 à l'exception des articles 1^{er}, 18 à 30 et 37 qui produisent leurs effets le 1^{er} décembre 2009.

ANNEXE I/1

au décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Principes en matière de surveillance et de déclaration des émissions et des données relatives aux tonnes-kilomètres pour les activités aériennes

Surveillance des émissions de dioxyde de carbone

Les émissions sont surveillées au moyen de calculs. Elles sont calculées à l'aide de la formule suivante :

Consommation de carburant X facteur d'émission

La consommation de carburant comprend le carburant consommé par le groupe auxiliaire de puissance. Pour chaque vol, on utilise dans la mesure du possible la consommation réelle de carburant, calculée à l'aide de la formule suivante :

Quantité de carburant contenue dans les réservoirs de l'avion après l'embarquement du carburant nécessaire au vol - quantité de carburant contenue dans les réservoirs de l'avion après l'embarquement du carburant nécessaire au vol suivant + carburant embarqué pour ce vol suivant.

En l'absence de données relatives à la consommation réelle de carburant, il convient d'utiliser une méthode par niveaux normalisée pour évaluer la consommation de carburant sur la base des meilleures informations disponibles.

Il y a lieu d'utiliser les facteurs d'émission par défaut issus des Directives du GIEC de 2006 pour l'établissement des inventaires nationaux ou de leurs mises à jour ultérieures, à moins que les facteurs d'émission spécifiques (par activité) identifiés par des laboratoires indépendants accrédités employant des méthodes d'analyse reconnues ne soient plus précis. Le facteur d'émission pour la biomasse est égal à zéro.

Des calculs distincts sont effectués pour chaque vol et pour chaque carburant.

Déclaration des émissions

Chaque exploitant d'aéronef fait figurer les informations ci-après dans la déclaration qu'il communique conformément à l'article 12/10, § 2 :

A. Données d'identification de l'exploitant d'aéronef, et notamment :

- nom de l'exploitant d'aéronef;
- Etat-membre responsable;
- adresse, avec indication du code postal et du pays et, le cas échéant, adresse de contact dans l'Etat-membre responsable;
- numéros d'identification des avions et types d'avions utilisés, pendant la période couverte par la déclaration, pour effectuer les activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef;
- numéro et autorité de délivrance de la licence de transporteur aérien et de la licence d'exploitation sous lesquelles ont été menées les activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef;
- adresse, numéro de téléphone et de télécopieur, adresse électronique d'une personne de contact, et
- nom du propriétaire de l'avion.

B. Pour chaque type de carburant pour lequel les émissions sont calculées :

- consommation de carburant;
- facteur d'émission;
- émissions cumulées globales résultant de tous les vols effectués pendant la période couverte par la déclaration relevant des activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef;
- émissions cumulées résultant de :
 - tous les vols réalisés pendant la période couverte par la déclaration relevant des activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant des aéronefs, et qui sont partis d'un aéroport situé sur le territoire d'un Etat-membre et arrivés dans un aéroport situé sur le territoire du même Etat-membre;
 - tous les autres vols effectués pendant la période couverte par la déclaration relevant des activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef,
- émissions agrégées résultant de tous les vols effectués pendant la période couverte par la déclaration relevant des activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef :
 - au départ de chaque Etat-membre, et
 - à l'arrivée dans chaque Etat-membre en provenance d'un pays tiers,
- degré d'incertitude.

Surveillance des données relatives aux tonnes-kilomètres

Aux fins des demandes d'allocation de quotas conformément à l'article 12/5, § 1^{er}, ou à l'article 12/6, § 1^{er}, le volume des activités aériennes est calculé en tonnes-kilomètres à l'aide de la formule suivante :

Tonnes-kilomètres = distance X charge utile dans laquelle :

"distance" est la distance orthodromique entre l'aéroport de départ et l'aéroport d'arrivée augmentée d'un facteur fixe supplémentaire de 95 km, et "charge utile" est la masse totale du fret, du courrier et des passagers transportés.

Aux fins du calcul de la charge utile :

- le nombre de passagers est le nombre de personnes à bord, à l'exclusion des membres de l'équipage;
- les exploitants d'aéronefs peuvent appliquer soit la masse réelle, soit la masse forfaitaire pour les passagers et les bagages enregistrés figurant dans la documentation de masse et centrage pour les vols concernés, soit une valeur par défaut de 100 kg pour chaque passager et ses bagages enregistrés.

Déclaration des données relatives aux tonnes-kilomètres

Chaque exploitant d'aéronef fait figurer les informations suivantes dans la déclaration qu'il communique conformément à l'article 12/5, § 1^{er}, ou à l'article 12/6, § 1^{er} :

A. Données d'identification de l'exploitant d'aéronef, et notamment :

- nom de l'exploitant d'aéronef;
- Etat-membre responsable;
- adresse, avec indication du code postal et du pays et, le cas échéant, adresse de contact dans l'Etat-membre responsable;
- numéros d'identification des avions et types d'avions utilisés, pendant l'année couverte par la demande, pour effectuer les activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef;
- numéro et autorité de délivrance de la licence de transporteur aérien et de la licence d'exploitation sous lesquelles ont été menées les activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef;
- adresse, numéro de téléphone et de télécopieur, adresse électronique d'une personne de contact, et
- nom du propriétaire de l'avion.

B. Données relatives aux tonnes-kilomètres :

- nombre de vols par paire d'aérodromes;
- nombre de passagers-kilomètres par paire d'aérodromes;
- nombre de tonnes-kilomètres par paire d'aérodromes;
- méthode choisie pour le calcul de la masse des passagers et des bagages enregistrés;
- nombre total de tonnes-kilomètres pour tous les vols effectués pendant l'année couverte par la déclaration relevant des activités aériennes déterminées par le Gouvernement pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef.

Vu pour être annexé au décret du 6 octobre 2010 modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

ANNEXE II/1

au décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

**Critères de vérification des déclarations des émissions
et des données relatives aux tonnes-kilomètres des activités aériennes**

Principes généraux

1. Les émissions des vols relevant d'une activité aérienne déterminée par le Gouvernement font l'objet de vérifications.

2. La procédure de vérification prend en considération la déclaration établie en application de l'article 12/10, § 2, et la surveillance des émissions effectuée au cours de l'année précédente. Elle porte sur la fiabilité, la crédibilité et la précision des systèmes de surveillance et des données déclarées et des informations relatives aux émissions, et notamment :

- a) les données déclarées concernant l'activité, ainsi que les mesures et calculs connexes;
- b) le choix et l'utilisation des facteurs d'émission;
- c) les calculs effectués pour déterminer les émissions globales;
- d) si des mesures sont utilisées, la pertinence du choix et l'emploi des méthodes de mesure.

3. Les émissions déclarées ne peuvent être validées que si des données et des informations fiables et crédibles permettent de déterminer les émissions avec un degré élevé de certitude. Pour établir ce degré élevé de certitude, l'exploitant d'aéronef doit démontrer que :

- a) les données déclarées sont exemptes d'incohérences;
- b) la collecte des données a été effectuée conformément aux normes scientifiques;
- c) les registres correspondants de l'aéronef utilisé pour effectuer les activités aériennes couvertes par la déclaration sont complets et cohérents.

4. Le vérificateur a accès à tous les sites et à toutes les informations en rapport avec l'objet des vérifications.

5. Le vérificateur tient compte du fait que l'exploitant d'aéronef est enregistré ou non dans l'EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit).

Méthodologie*Analyse stratégique*

6. La vérification est fondée sur une analyse stratégique de toutes les activités aériennes couvertes par la déclaration qui sont menées par l'exploitant d'aéronef. Cela implique que le vérificateur a une vue d'ensemble de toutes les activités et de leur importance par rapport aux émissions.

Analyse des procédés

7. La vérification des informations soumises est effectuée, en tant que de besoin, sur les sites utilisés par l'exploitant de l'aéronef pour mener les activités aériennes couvertes par la déclaration. Le vérificateur recourt à des contrôles par sondage pour déterminer la fiabilité des données et des informations fournies.

Analyse des risques

8. Le vérificateur soumet tous les aéronefs dont l'exploitant d'aéronef a la responsabilité à une évaluation de la fiabilité des données fournies pour chaque aéronef contribuant aux émissions globales des activités aériennes couvertes par la déclaration qui sont menées par l'exploitant d'aéronef.

9. Sur la base de cette analyse, le vérificateur met explicitement en évidence les sources dont la détermination des émissions présente un risque d'erreur élevé, et d'autres aspects de la procédure de surveillance et de déclaration qui sont des sources d'erreurs potentielles dans la détermination des émissions globales. Il s'agit notamment du choix des facteurs d'émission et des calculs à effectuer pour déterminer les niveaux des émissions des différentes sources d'émission. Une attention particulière est accordée à ces sources dont la détermination des émissions présente un risque d'erreur élevé et aux aspects susmentionnés de la procédure de surveillance.

10. Le vérificateur prend en considération toutes les méthodes de gestion des risques appliquées par l'exploitant d'aéronef en vue de réduire au maximum le degré d'incertitude.

Rapport

11. Le vérificateur prépare un rapport sur la procédure de validation, indiquant si la déclaration faite en application de l'article 12/10, § 2, est satisfaisante. Ce rapport traite de tous les aspects pertinents pour le travail effectué. Le vérificateur peut attester que la déclaration établie en application de l'article 12/10, § 2, est satisfaisante si, selon lui, les émissions totales déclarées ne sont pas matériellement inexactes

Compétences minimales exigées du vérificateur

12. Le vérificateur est indépendant de l'exploitant d'aéronef, exerce ses activités avec un professionnalisme sérieux et objectif, et a une bonne connaissance :

- a) des dispositions de la Directive 2003/87/CE, ainsi que des normes pertinentes et des lignes directrices adoptées par la Commission en application de l'article 14, § 1^{er}, de la Directive mentionnée à l'article 2, 3^o, du présent décret;
- b) des exigences législatives, réglementaires et administratives applicables aux activités soumises à la vérification;
- c) de l'élaboration de toutes les informations relatives à l'aéronef dont l'exploitant d'aéronef a la responsabilité, notamment aux stades de la collecte, de la mesure, du calcul et de la déclaration des données.

13. Le vérificateur s'assure notamment que :

- a) tous les vols relevant d'une activité aérienne déterminée par le Gouvernement ont été pris en compte. Pour mener à bien sa tâche, le vérificateur dispose des données sur les horaires et d'autres données de trafic de l'exploitant d'aéronef, et notamment des données demandées par l'exploitant d'aéronef à Eurocontrol;
- b) les données relatives à la consommation de carburant agréée et les données sur les carburants achetés ou livrés d'une autre manière à l'aéronef effectuant l'activité aérienne sont cohérentes.

Dispositions complémentaires relatives à la vérification des données relatives aux tonnes-kilomètres soumises aux fins des articles 12/5 et 12/6

14. Les principes généraux et les méthodes applicables lors de la vérification des déclarations d'émissions conformément à l'article 12/10, § 3, énoncés dans la présente annexe doivent, le cas échéant, être également appliqués lors de la vérification des données relatives aux tonnes-kilomètres.

15. Le vérificateur doit notamment s'assurer que seuls ont été pris en compte dans la demande introduite par l'exploitant en vertu de l'article 12/5, § 1^{er}, et de l'article 12/6, § 1^{er}, les vols réellement effectués et relevant d'une activité aérienne déterminée par le Gouvernement dont l'exploitant d'aéronef a la responsabilité. Pour mener à bien sa tâche, le vérificateur dispose des données de trafic de l'exploitant d'aéronef, et notamment des données demandées par cet exploitant à Eurocontrol. Le vérificateur doit en outre s'assurer que la charge utile déclarée par l'exploitant d'aéronef correspond à celle figurant dans le registre tenu par cet exploitant à des fins de sécurité.

Vu pour être annexé au décret du 6 octobre 2010 modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 octobre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE,

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement wallon, 215 (2009-2010). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 6 octobre 2010.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3923

[2010/205888]

6. OKTOBER 2010 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird insbesondere die Richtlinie 2008/101/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Einbeziehung des Luftverkehrs in das System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft umgesetzt.

Art. 2 - In dem gesamten Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls werden die Abkürzungen "R.V.U.K.", "EZM" und "ZER" jeweils durch die Abkürzungen "UNFCCC", "AAU" und "CER" ersetzt und werden im französischen Text die Abkürzungen "C.C.N.U.C.C.", "U.A.", "REC" und "M.D.P." jeweils durch die Abkürzungen "CCNUCC", "UQA", "URCE" und "MDP" ersetzt.

Art. 3 - In demselben Dekret wird die Überschrift des ersten Abschnitts des ersten Kapitels folgendermaßen ersetzt: "Abschnitt 1 - Anwendungsbereich und allgemeine Zielsetzungen".

Art. 4 - Artikel 1 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 1 - Das vorliegende Dekret ist auf die Treibhausgasemissionen in die Atmosphäre aus den durch die Regierung bestimmten Anlagen und Tätigkeiten anwendbar und setzt die Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates, nachstehend die Richtlinie 2003/87/EG genannt, abgeändert durch die Richtlinien 2004/101/EG und 2008/101/EG, um.

Art. 5 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1/1 - Zweck dieses Dekrets ist es, das Ziel der der Wallonischen Region aufgrund des am 9. Mai 1992 in New York unterzeichneten Rahmenübereinkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und der auf internationaler, gemeinschaftlicher, nationaler und regionaler Ebene verabschiedeten nachfolgenden Beschlüsse vorgeschriebenen Verringerung der Treibhausgasemissionen zu erreichen.

Die durch das vorliegende Dekret vorgesehenen Instrumente und Mechanismen sind ausschließlich mit dem Ziel konzipiert worden, die Verringerung der Treibhausgasemissionen unter wirtschaftlich wirksamen und effizienten Bedingungen zu fördern."

Art. 6 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Punkt 4°, a und b wird im französischen Text das Wort "visée" durch das Wort "visé" ersetzt;

b) Punkt 10° wird folgendermaßen ersetzt: "10° Gastgeberland: das Land, auf dessen Gebiet sich die Projektaktivität physisch befindet, insofern sie den Bedingungen genügt, die in den Entscheidungen der als Tagung der Vertragsparteien des Kyoto-Protokolls geltenden Konferenz der Vertragsparteien festgelegt worden sind;"

c) Punkt 18° wird folgendermaßen ersetzt: "18° Einheit des Emissionsabbaus durch Senken (RMU): in Anwendung des Artikels 3.3 und 3.4 des Kyoto-Protokolls und der aufgrund der UNFCCC oder des Kyoto-Protokolls verabschiedeten Beschlüsse festgelegte und erteilte Einheit;"

d) Punkt 20° wird außer Kraft gesetzt;

e) Punkt 22° wird durch Folgendes ersetzt: "22° joint implementation (JI): Flexibilitätsmechanismus, durch den eine Vertragspartei in Projekte investieren kann, die in in der Anlage I der UNFCCC angeführten Ländern durchgeführt werden und die auf die Verringerung der Treibhausgasemissionen oder auf die Erhöhung von deren Abbau durch Kohlenstoffsenken in dem Gastgeberland abzielen."

Art. 7 - In demselben Dekret wird die Überschrift des Kapitels II durch Folgendes ersetzt:

"Kapitel II — System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten für die ortsfesten Anlagen".

Art. 8 - In Artikel 3, § 1, Absatz 3 werden die Wörter "Für den zweiten und die nachfolgenden Bezugszeiträume" gestrichen und durch das Wort "Es" ersetzt.

Art. 9 - Artikel 4 desselben Dekrets wird folgendermaßen ersetzt:

"Art. 4 - Die Regierung verabschiedet mindestens zwölf Monate vor Beginn der betreffenden Bezugsperiode auf der Grundlage des Zuteilungsplans die Gesamtmenge der für diese Periode zugeteilten Zertifikate, sowie die Verteilung der ursprünglich kostenfrei zugeteilten Zertifikate unter die Betreiber der Betriebe, in denen eine oder mehrere, im Plan aufgeführte Anlagen oder Tätigkeiten beteiligt sind, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen.

Im Anschluss an die Verabschiedung des Zuteilungsplans verabschiedet die Regierung gemäß dem von ihr bestimmten Verfahren die ursprüngliche Zuteilung der Zertifikate an den Betreiber eines jeden Betriebs, in dem eine oder mehrere Anlagen oder Tätigkeiten beteiligt sind, die spezifizierte Treibhausgase ausstoßen.

Die Regierung verabschiedet die Modalitäten für die Verwaltung der Zertifikatsreserven für die neuen Marktteilnehmer.

Wenn die Europäische Kommission den regionalen Zuteilungsplan nicht für eine gegebene Bezugsperiode angenommen hat, legt die Regierung eine angemessene Frist fest, um den in Absatz 1 erwähnten Erlass zu fassen."

Art. 10 - Artikel 7, § 4 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juni 2006, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - Artikel 8 desselben Dekrets wird folgendermaßen ersetzt:

"Art. 8 - § 1. Unter Vorbehalt von § 2 sind die Betreiber befugt, die CER und ERU zu benutzen, die sich aus den Projektaktivitäten innerhalb des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten ergeben, um die in Artikel 10/1 erwähnte Verpflichtung zu erfüllen, und zwar bis zu dem im Zuteilungsplan festgelegten Prozentsatz. Die Regierung vergibt oder übergibt unverzüglich ein Zertifikat in Tausch für eine CER oder ERU, deren Inhaber dieser Betreiber entsprechend dem Register ist.

§ 2. Unbeschadet des Artikels 16, können alle vergebenen CER und ERU, die gemäß der UNFCCC, dem Kyoto-Protokoll und den späteren, in diesem Rahmen gefassten Beschlüssen benutzt werden können, innerhalb des Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten benutzt werden, mit Ausnahme derjenigen, die folgende Projektaktivitäten betreffen:

1° gemäß der UNFCCC, dem Kyoto-Protokoll und den späteren, in diesem Rahmen gefassten Beschlüssen für die beiden ersten Bezugszeiträume, die Kernanlagen;

2° die Grundstücksnutzung, Grundstücksumnutzung und Waldbewirtschaftung".

Art. 12 - In demselben Dekret wird die Überschrift des Abschnitts 3 des Kapitels II durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 3 - Berichterstattung und Überprüfung der Emissionen und Abgabe der Zertifikate".

Art. 13 - In Artikel 9 desselben Dekrets wird der durch das Dekret vom 22. Juni 2006 ersetzte § 1 durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Jährlich richtet der Betreiber spätestens am zweiten Donnerstag des Monats März den Bericht der gemäß den in der Anlage II festgelegten Kriterien überprüften Treibhausgasemissionen an die Dienststelle oder Einrichtung, die von der Regierung zu bezeichnen ist."

Art. 14 - In Artikel 10, § 3, Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist" durch die Wörter "innerhalb der in Artikel 9, § 1 erwähnten Frist" ersetzt.

Art. 15 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 10/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 10/1 - Spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres gibt der Betreiber eines Betriebs, in dem eine oder mehrere von der Regierung bezeichnete, spezifizierte Treibhausgase ausstoßende Anlagen oder Tätigkeiten beteiligt sind, der Regierung auf der Grundlage seines überprüften Berichts betreffend Emissionen von Treibhausgasen die Anzahl von anderen als den in Anwendung des Kapitels II/1 vergebenen Zertifikaten ab, die den gesamten spezifizierten Emissionen des Betriebs im vorhergehenden Kalenderjahr entspricht.

Die gemäß Absatz 1 abgegebenen Zertifikate werden anschließend gelöscht."

Art. 16 - In dasselbe Dekret wird in Abschnitt 5 des Kapitels II ein Artikel 11/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 11/1 - § 1. Jeder Betreiber, der den Bericht nicht gemäß und innerhalb der in Artikel 9, § 1 festgelegten Frist einendet, muss eine Geldbuße von 500 Euro für jeden Werktag des Verzugs zahlen. Wenn der Verzug zwanzig Werktage überschreitet, wird die Geldbuße pauschal auf 15.000 Euro festgelegt.

Der von der Regierung bezeichnete Beamte stellt die Anzahl Werktage in Verzug fest und auferlegt die Geldbuße in einem Mal. Er stellt dem Betreiber innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem zweiten Donnerstag des Monats März seinen Beschluss per Einschreiben zu. In diesem Beschluss werden die Einspruchsmöglichkeiten erwähnt.

§ 2. Der Betreiber, der den in § 1 erwähnten Beschluss anfechtet, kann innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, unter Androhung des Ausschlusses, ab der Zustellung des Beschlusses Einspruch einlegen.

Dieser Einspruch setzt die Durchführung des Beschlusses aus.

Er wird mittels einer Klageschrift beim Polizeigericht eingereicht.

Die Klageschrift enthält die Identität und Anschrift des Betreibers, die Bezeichnung des angefochtenen Beschlusses und die Gründe für die Anfechtung dieses Beschlusses.

Gegen die Beschlüsse des Polizeigerichts kann keine Berufung eingelegt werden.

§ 3. Der Beschluss, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen, ist nach Ablauf einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag seiner Notifizierung vollstreckbar, außer im Falle eines Einspruchs kraft § 2.

Die Geldbuße ist innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die auf den Tag folgt, an dem der Beschluss vollstreckbar wurde, zu zahlen. Sie wird dem in Artikel 13 erwähnten Fonds zugeführt."

Art. 17 - In Artikel 12, § 3 desselben Dekrets werden die Wörter "gemäß Artikel 7" durch die Wörter "gemäß Artikel 10/1" ersetzt.

Art. 18 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel II/1 mit der Überschrift "System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten für den Luftverkehr".

Art. 19 - In das durch Artikel 18 eingefügte Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels sind auf die Zuteilung und Vergabe von Zertifikaten im Zusammenhang mit den von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten anwendbar."

Art. 20 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/2 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° "Emissionen von Luftfahrzeugen": die Freisetzung aus einem Luftfahrzeug, das eine von der Regierung bestimmte Luftverkehrstätigkeit ausübt, von spezifizierten Gasen im Zusammenhang mit dieser Tätigkeit;

2° "Luftfahrzeugbetreiber": die Person, die ein Flugzeug zu dem Zeitpunkt betreibt, zu dem eine von der Regierung bestimmte Luftverkehrstätigkeit durchgeführt wird, oder, wenn die Identität der Person unbekannt ist oder vom Flugzeugeigentümer nicht angegeben wird, den Eigentümer des Flugzeugs;

3° "Verwaltungsregion": die mit der Verwaltung des Gemeinschaftssystems hinsichtlich eines Luftfahrzeugbetreibers beauftragte Region, von der Belgien der Verwaltungsmitgliedstaat ist;

4° "zugeordnete Luftverkehrsemissionen": Emissionen aus Flugzeugen, die im Rahmen der von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten eingesetzt werden und die von einem regionalen wallonischen Flugplatz starten oder aus einem Land, das kein Mitgliedstaat der Europäischen Gemeinschaft ist, kommend auf einem solchen Flugplatz landen;

5° "Richtwert": einer der beiden Quotienten, die benutzt werden, um die Anzahl Zertifikate zu bestimmen, die den Luftfahrzeugbetreibern kostenfrei zugeteilt werden, deren Zuteilungsanträge der Europäischen Kommission übermittelt wurden; ihre jeweilige Berechnungsmethode wird in den Artikeln 3*sexies*, § 3 und 3*septies*, § 5 der Richtlinie 2003/87/EG festgelegt und sie werden beide in der Entscheidung der Europäischen Kommission erlassen."

Art. 21 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/3 - Folgende Perioden sind für das vorliegende Kapitel anwendbar:

1° die erste Handelsperiode vom 1. Januar 2012 bis zum 31. Dezember 2012;

2° die zweite Handelsperiode vom 1. Januar 2013 bis zum 31. Dezember 2020;

3° die nachfolgenden Handelsperioden von acht Jahren".

Art. 22 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/4 - Die Verwaltungsregion eines Luftfahrzeugbetreibers, von der Belgien der Verwaltungsmitgliedstaat ist, ist diejenige, der die höchsten Emissionen von Luftfahrzeugen, die durch diesen Luftfahrzeugbetreiber im Laufe des Basisjahrs ausgestoßen werden, zugeordnet werden.

Werden der Wallonischen Region für jeden Luftfahrzeugbetreiber die Emissionen aller Luftfahrzeuge zugeordnet:

1° die von einem wallonischen regionalen Flugplatz starten;

2° die aus einem Land kommend, das kein Mitgliedstaat der Europäischen Union ist, auf einem wallonischen regionalen Flugplatz landen.

Für die Zwecke des vorliegenden Artikels versteht man unter Basisjahr im Falle eines Luftfahrzeugbetreibers, der nach dem 1. Januar 2006 begonnen hat, in der Gemeinschaft Tätigkeiten auszuüben, das erste Kalenderjahr, während dessen er seine Tätigkeiten ausgeübt hat, und in allen anderen Fällen das Kalenderjahr, das am 1. Januar 2006 beginnt."

Art. 23 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/5 - § 1. Jeder Luftfahrzeugbetreiber, für den in Anwendung des Artikels 12/4 die Wallonische Region die Verwaltungsregion ist, kann für jeden der in Artikel 12/3 erwähnten Zeiträume die kostenfreie Zuteilung von Zertifikaten beantragen.

Der Antrag wird bei der Regierung spätestens am 31. März 2011, was die erste und zweite Handelsperiode betrifft, oder was die nachfolgenden Handelsperioden betrifft, mindestens einundzwanzig Monate vor Beginn der Handelsperiode, auf die sich der Antrag bezieht, eingereicht.

Der Antrag enthält die überwachten, gemeldeten und geprüften Tonnenkilometerangaben für die von der Regierung bestimmten und vom Luftfahrzeugbetreiber während des Überprüfungsjahrs ausgeübten Luftverkehrstätigkeiten.

Für die Zwecke des vorliegenden Artikels ist das Überprüfungsjahr, was die erste und zweite Handelsperiode betrifft, das Jahr 2010, und was die nachfolgenden Handelsperioden betrifft, das Kalenderjahr, das vierundzwanzig Monate vor Beginn der Handelsperiode endet, auf die sich der Antrag bezieht.

§ 2. Die Regierung unterbreitet die eingegangenen Anträge bei der Europäischen Kommission spätestens am 30. Juni 2011, was die erste und zweite Handelsperiode betrifft, oder was die nachfolgenden Handelsperioden betrifft, mindestens achtzehn Monate vor Beginn der Periode, auf die sich der Antrag bezieht.

§ 3. Innerhalb von drei Monaten ab dem Tag, an dem die Europäische Kommission eine Entscheidung gemäß Artikel 3sexies, § 3 der Richtlinie 2003/87/EG trifft, berechnet und veröffentlicht die Regierung:

1° die Zertifikate, die jedem Luftfahrzeugbetreiber, dessen Antrag der Europäischen Kommission gemäß Absatz 2 übermittelt wurde, für die betreffende Handelsperiode insgesamt zugeteilt werden, berechnet durch Multiplikation der im Antrag angegebenen Tonnenkilometer mit dem Richtwert;

2° die jedem Luftfahrzeugbetreiber für jedes Jahr zugeteilten Zertifikate, bestimmt durch Division der gemäß Punkt 1° für die Handelsperiode berechneten insgesamt zugeteilten Zertifikate durch die Zahl der Jahre in der Handelsperiode, in der dieser Luftfahrzeugbetreiber eine von der Regierung bestimmte Luftverkehrstätigkeit ausführt.

§ 4. Bis zum 28. Februar 2012 und bis zum 28. Februar jedes folgenden Jahres gibt die Regierung an jeden Luftfahrzeugbetreiber die Anzahl Zertifikate aus, die ihm für das betreffende Jahr nach dem vorliegenden Artikel oder nach Artikel 12/6 zugeteilt wurden."

Art. 24 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/6 - § 1. Der Luftfahrzeugbetreiber, für den in Anwendung des Artikels 12/4 die Wallonische Region die Verwaltungsregion ist, kann eine kostenfreie Zuteilung von Zertifikaten aus der für die Luftfahrzeugbetreiber gebildeten Sonderreserve beantragen, wenn er folgende Bedingungen erfüllt:

1° eine von der Regierung bestimmte Luftverkehrstätigkeit aufnehmen nach dem in Artikel 12/5, § 1 erwähnten Überprüfungsjahr für die zweite Handelsperiode oder eine nachfolgende Handelsperiode; oder

2° deren Tonnenkilometerangaben zwischen dem in Artikel 12/5, § 1 erwähnten Überprüfungsjahr für die zweite Handelsperiode oder eine nachfolgende Handelsperiode und dem zweiten Kalenderjahr dieser Handelsperiode um mehr als 18% jährlich ansteigen;

und deren Tätigkeiten nach Punkt 1° oder zusätzliche Tätigkeiten nach Punkt 2° weder ganz noch teilweise eine Fortführung einer Luftverkehrstätigkeit ist, die zuvor von einem anderen Luftfahrzeugbetreiber ausgeführt wurde.

In Anwendung des Absatzes 1, 2° dürfen bei einer Zuteilung an den Luftfahrzeugbetreiber nicht mehr als 1 000 000 Zertifikate vergeben werden.

Der Antrag wird bei der Regierung spätestens am 30. Juni 2015, was die zweite Handelsperiode betrifft, oder spätestens am 30. Juni des dritten Jahres der nachfolgenden Handelsperiode, auf die sich der Antrag bezieht, eingereicht.

Der Antrag:

1° enthält die überwachten, gemeldeten und geprüften Tonnenkilometerangaben für die von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten, die der Luftfahrzeugbetreiber im Jahre 2014, was die zweite Handelsperiode betrifft, oder während des zweiten Kalenderjahres der nachfolgenden Handelsperiode, auf die sich der Antrag bezieht, ausgeführt hat;

2° bringt den Nachweis, dass die in Absatz 1 erwähnten Zulässigkeitskriterien erfüllt sind; und

3° gibt im Falle von Luftfahrzeugbetreibern nach Absatz 1, 2°:

a) die Angabe des prozentualen Anstiegs der Luftverkehrstätigkeit des Luftfahrzeugbetreibers in Tonnenkilometern zwischen dem in Artikel 12/5, § 1 erwähnten Überprüfungsjahr für die zweite Handelsperiode oder eine nachfolgende Handelsperiode und dem zweiten Kalenderjahr dieser Handelsperiode;

b) die absolute Zunahme der Luftverkehrstätigkeit des Luftfahrzeugbetreibers in Tonnenkilometern zwischen dem in Artikel 12/5, § 1 erwähnten Überprüfungsjahr für die zweite Handelsperiode oder eine nachfolgende Handelsperiode und dem zweiten Kalenderjahr dieser Handelsperiode; und

c) die absolute Zunahme der Luftverkehrstätigkeit des Luftfahrzeugbetreibers in Tonnenkilometern, die über den in § 1, Absatz 1, 2° genannten Prozentsatz hinausgeht, zwischen dem in Artikel 12/5, § 1 erwähnten Überprüfungsjahr für die zweite Handelsperiode oder eine nachfolgende Handelsperiode und dem zweiten Kalenderjahr dieser Handelsperiode.

§ 2. Die Regierung unterbreitet die eingegangenen Anträge bei der Europäischen Kommission spätestens am 31. Dezember 2015, was die zweite Handelsperiode betrifft, oder spätestens sechs Monate nach dem in § 1, Absatz 3 vorgesehenen äußersten Datum für die nachfolgenden Handelsperioden.

§ 3. Innerhalb von drei Monaten ab dem Tag, an dem die Europäische Kommission eine Entscheidung gemäß Artikel 3septies, § 5 der Richtlinie 2003/87/EG trifft, berechnet und veröffentlicht die Regierung:

1° die Zuteilung von Zertifikaten aus der Sonderreserve an jeden Luftfahrzeugbetreiber, dessen Antrag nach § 2 der Kommission übermittelt wurde. Diese Zuteilung wird errechnet, indem der Richtwert multipliziert wird mit:

a) im Falle eines Luftfahrzeugbetreibers nach § 1, Absatz 1, 1° den Tonnenkilometerangaben, die in dem der Kommission übermittelten Antrag enthalten sind;

b) im Falle eines Luftfahrzeugbetreibers nach § 1, Absatz 1, 2° der absoluten Zunahme in Tonnenkilometern, die über den in § 1, Absatz 1, 2° angegebenen Prozentsatz hinausgeht und die in dem der Kommission übermittelten Antrag angegeben ist; und

2° die Zuteilung von Zertifikaten an jeden Luftfahrzeugbetreiber für jedes Jahr, die errechnet wird, indem die Zuteilung der Zertifikate an einen Luftfahrzeugbetreiber nach Punkt 1° durch die Zahl der vollen Kalenderjahre geteilt wird, die für die zweite Handelsperiode oder für eine nachfolgende Handelsperiode, auf die sich die Zuteilung bezieht, noch verbleiben.

Der in Absatz 1 genannte Richtwert darf nicht zu einer jährlichen Zuteilung pro Tonnenkilometer führen, die höher ist als die jährliche Zuteilung pro Tonnenkilometer an Luftfahrzeugbetreiber nach Artikel 12/5, § 3."

Art. 25 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/7 - Die Zertifikate, die nicht kostenfrei vergeben werden, müssen versteigert werden."

Art. 26 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/8 - Artikel 7, § 1, 3, 5 und 6 ist auf die in Anwendung des vorliegenden Kapitels vergebenen Zertifikate anwendbar.

Die von einer innerhalb der Europäischen Union zuständigen Behörde vergebenen Zertifikate werden für die Zwecke der Einhaltung der den Luftfahrzeugbetreibern in Anwendung des Absatzes 3 obliegenden Verpflichtungen anerkannt.

Jeder Luftfahrzeugbetreiber gibt spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres eine Anzahl von Zertifikaten ab, die den gemäß Artikel 12/10, § 3 überprüften Gesamtemissionen von Luftfahrzeugen des vorangegangenen Kalenderjahres aus von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten, die der Luftfahrzeugbetreiber durchgeführt hat, entspricht.

Die gemäß Absatz 3 abgegebenen Zertifikate werden anschließend gelöscht."

Art. 27 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/9 - Während der ersten Handelsperiode können die Luftfahrzeugbetreiber CER und ERU im Umfang von bis zu 15% der Zahl der Zertifikate, die sie gemäß Artikel 12/8 abgeben müssen, verwenden.

Für die zweite Handelsperiode und die nachfolgenden Handelsperioden wird der Prozentsatz von CER und ERU, die im Rahmen der Luftverkehrstätigkeiten genutzt werden dürfen, von der Regierung festgelegt.

Die Regierung vergibt oder übergibt unverzüglich ein Zertifikat in Tausch für eine CER oder ERU, deren Inhaber dieser Betreiber entsprechend dem Register ist.

Artikel 8, § 2 ist auf die in Anwendung des vorliegenden Kapitels vergebenen Zertifikate anwendbar."

Art. 28 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/10 - § 1. Die Regierung legt die Regeln bezüglich der Überprüfung und Berichterstattung der Luftfahrzeugemissionen und der Daten bezüglich der Tonnenkilometer gemäß den in der Anlage I/1 festgelegten Grundsätzen fest.

Jeder Luftfahrzeugbetreiber legt der Regierung einen Überprüfungsplan der Luftfahrzeugemissionen und der Tonnenkilometerangaben zur Genehmigung vor.

§ 2. Jeder Luftfahrzeugbetreiber erstattet der Regierung Bericht über die Tonnenkilometerangaben und im Laufe eines jeden Kalenderjahres, ab dem 1. Januar 2010 über die Emissionen, die aus dem von ihm betriebenen Luftfahrzeug ausgestoßen werden, nach Ende dieses Jahres.

Der Luftfahrzeugbetreiber richtet seinen gemäß § 3 überprüften jährlichen Emissionsbericht spätestens am zweiten Donnerstag des Monats März für die Emissionen des vorhergehenden Jahres an die Regierung.

§ 3. Die von den Luftfahrzeugbetreibern vorgelegten Berichte werden gemäß den in der Anlage II/1 festgelegten Kriterien von einer von der Regierung zugelassenen prüfenden Instanz überprüft.

Auf der Grundlage des Prüfungsberichts beschließt die Regierung, ob die jährlichen Emissionsberichte als zufriedenstellend bewertet werden.

Ein Luftfahrzeugbetreiber, dessen Bericht bis zum 31. März eines jeden Jahres in Bezug auf die Luftfahrzeugemissionen des Vorjahres nicht als zufriedenstellend bewertet wurde, kann keine weiteren Zertifikate übertragen, bis ein Bericht dieses Luftfahrzeugbetreibers als zufriedenstellend bewertet wurde."

Art. 29 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/11 - Artikel 11 ist auf die in Anwendung des vorliegenden Kapitels vergebenen Zertifikate anwendbar."

Art. 30 - In dasselbe Kapitel II/1 wird ein Artikel 12/12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12/12 - § 1. Artikel 11/1 ist auf jeden Luftfahrzeugbetreiber anwendbar, der den jährlichen Emissionsbericht nicht gemäß Artikel 12/10, § 2, Absatz 2 und innerhalb der in diesem festgelegten Frist einsendet.

§ 2. Der Name des Luftfahrzeugbetreibers, der gegen die Verpflichtungen zur Abgabe einer ausreichenden Anzahl von Zertifikaten verstößt, wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 3. Jedem Luftfahrzeugbetreiber, der nicht spätestens bis zum 30. April eines jeden Jahres eine ausreichende Anzahl von Zertifikaten zur Abdeckung seiner Luftfahrzeugemissionen des Vorjahres abgibt, wird eine Geldbuße wegen Emissionsüberschreitung auferlegt. Die Geldbuße wegen Emissionsüberschreitung beträgt für jede ausgestoßene Tonne Kohlendioxidäquivalent, für die der Luftfahrzeugbetreiber keine Zertifikate abgegeben hat, 100 EUR.

Die Zahlung der Geldbuße entbindet den Betreiber nicht von der Verpflichtung, Zertifikate in Höhe dieser Emissionsüberschreitung abzugeben, wenn er die Zertifikate für das folgende Kalenderjahr abgibt.

Die Geldbußen werden dem in Artikel 13 erwähnten Fonds zugeführt.

§ 4. Erfüllt ein Luftfahrzeugbetreiber die Vorschriften des vorliegenden Dekrets nicht und konnte die Einhaltung der Vorschriften nicht durch sonstige Durchsetzungsmaßnahmen gewährleistet werden, so kann die Regierung die Europäische Kommission ersuchen, eine Betriebsuntersagung für den betreffenden Luftfahrzeugbetreiber zu beschließen.

Ein in Anwendung von Absatz 1 vorgebrachter Antrag beinhaltet:

1° einen Nachweis, dass der Luftfahrzeugbetreiber seinen Verpflichtungen im Rahmen des vorliegenden Dekrets nicht nachgekommen ist;

2° Angaben zu den Durchsetzungsmaßnahmen, die zur Einhaltung des vorliegenden Dekrets getroffen wurden;

3° eine Begründung für die Verhängung einer Betriebsuntersagung auf Gemeinschaftsebene; und

4° eine Empfehlung für den Geltungsbereich einer Betriebsuntersagung auf Gemeinschaftsebene und Auflagen, die zu erfüllen sind.

Prüft die Europäische Kommission, ob sie eine Entscheidung über ein Ersuchen nach Absatz 1 erlassen soll, so teilt sie dem betreffenden Luftfahrzeugbetreiber die wesentlichen Fakten und Erwägungen mit, die die Grundlage hierfür bilden. Dem betreffenden Luftfahrzeugbetreiber wird Gelegenheit gegeben, der Europäischen Kommission innerhalb von zehn Werktagen ab dem Datum der Mitteilung schriftlich Bemerkungen zu übermitteln."

Art. 31 - In Artikel 13 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in § 2, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juni 2006 und vom 5. März 2008 wird der Punkt 2° durch Folgendes ersetzt:

"2° die Durchführung von Projektstätigkeiten, den Beitrag an Einrichtungen, die Projektstätigkeiten durchführen, den Erwerb von AAU, CER, ERU, RMU oder von Zertifikaten";

b) § 2, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juni 2006 und vom 5. März 2008, wird durch die Punkte 8°, 9° und 10° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

8° die Maßnahmen zur Anpassung an die Auswirkungen des Klimawandels;

9° die Maßnahmen zur Finanzierung von Forschung und Entwicklung zur Einschränkung der Treibhausgasemissionen und zur Anpassung an die Auswirkungen des Klimawandels;

10° den Beitrag zum Globalen Dachfonds für Energieeffizienz und erneuerbare Energie.“;

c) in § 4, eingefügt durch das Dekret vom 22. Juni 2006, werden in Absatz 2, 1° die Wörter "aufgrund des Artikels 12" durch die Wörter "aufgrund des vorliegenden Dekrets" ersetzt;

d) in § 4, eingefügt durch das Dekret vom 22. Juni 2006, werden in Absatz 2, 3° die Wörter "gemäß Artikel 3, § 5" gestrichen;

e) § 4, eingefügt durch das Dekret vom 22. Juni 2006 wird durch den Punkt 6° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° der Ertrag von Gebühren, die im Rahmen der Verwaltung des Antrags auf die Genehmigung der Projektaktivitäten aufgrund des Artikels 15, Absatz 2 eingenommen werden."

Art. 32 - In demselben Dekret wird die Überschrift des Kapitels IV durch Folgendes ersetzt:

"Kapitel IV — Projektaktivitäten".

Art. 33 - Artikel 14 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 14 - Gemäß dem am 19. Februar 2007 in Brüssel abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalbehörde, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Durchführung gewisser Bestimmungen des Kyoto-Protokolls ist die Region für die Genehmigung folgender Projektaktivitäten zuständig:

1° jede von der Region, oder von einer auf ihrem Gebiet gelegenen Provinz oder Gemeinde völlig oder teilweise finanzierte Projektaktivität;

2° jede Projektaktivität, durch die die Region beabsichtigt, AAU, RMU, ERU oder CER zu erwerben;

3° jede Projektaktivität des JIM oder CDM, deren Antrag auf Genehmigung von einer natürlichen Person, deren Wohnsitz sich auf dem Gebiet der Region befindet, oder von einer juristischen Person, die eine Niederlassungseinheit in dem Gebiet der Region hat, eingereicht wird;

4° jede auf dem Gebiet der Region durchgeführte Projektaktivität.

Wenn eine Projektaktivität gleichzeitig in die Zuständigkeit mehrerer Regionen oder einer oder mehreren Regionen und der Föderalbehörde fällt, wird sie gemäß den zwischen den verschiedenen Behörden getroffenen Vereinbarungen bearbeitet."

Art. 34 - Artikel 15 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 15 - § 1. Die Regierung bestimmt die Zulässigkeitskriterien und die Verfahren zur Genehmigung der Projektaktivitäten und beauftragt die von ihr bezeichnete Dienststelle oder Einrichtung mit der Genehmigung der im Rahmen des JIM oder des CDM durchgeführten Projekte.

Die Regierung kann die Verwaltung des Antrags auf die Genehmigung der Projektaktivitäten von der Zahlung durch den Antragsteller einer Gebühr, deren Betrag sie festlegt, abhängig machen.

§ 2. Die Regierung kann bestimmten juristischen Personen erlauben, an Projektaktivitäten teilzunehmen.

Die Regierung bleibt für die Durchführung der ihr aufgrund des UNFCCC und des Kyoto-Protokolls obliegenden Verpflichtungen verantwortlich und stellt sicher, dass diese Beteiligung mit den gemäß dem UNFCCC oder dem Kyoto-Protokoll verabschiedeten einschlägigen Ausrichtungen, Modalitäten und Verfahren vereinbar ist."

Art. 35 - In Artikel 16, § 1 desselben Dekrets wird der Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Die Regierung stellt fest, dass die Projektaktivitäten, an denen sie teilnimmt oder die sie genehmigt, gemäß den Artikeln 6 und 12 des Kyoto-Protokolls und den im Rahmen dieser Bestimmungen verabschiedeten Beschlüssen vorbereitet und durchgeführt werden."

Art. 36 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 16/1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 16/1 - Gegen die durch die von der Regierung zu bezeichnende Dienststelle oder Einrichtung im Rahmen des vorliegenden Kapitels gefassten Beschlüsse kann gemäß den in Artikel 6 des vorliegenden Dekrets festgelegten Modalitäten Einspruch erhoben werden."

Art. 37 - In dasselbe Dekret werden eine Anlage I/1 und eine Anlage II/1 eingefügt, die dem vorliegenden Dekret als Anlage 1 und 2 beigelegt werden.

Art. 38 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Dezember 2010 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 1, 18 bis 30 und 37, die am 1. Dezember 2009 wirksam werden.

ANLAGE I/1

zum Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls

Grundsätze in Sachen Überwachung und Berichterstattung der Emissionen und der Daten bezüglich der Tonnenkilometer für die Luftverkehrstätigkeiten

Überwachung der Emissionen von Kohlendioxid

Die Überwachung der Emissionen erfolgt durch Berechnung. Die Berechnung der Emissionen erfolgt nach folgender Formel:

Treibstoffverbrauch X Emissionsfaktor

Zum Treibstoffverbrauch zählen auch Treibstoffe, die vom Hilfsmotor verbraucht werden. Der tatsächliche Treibstoffverbrauch jedes Flugs wird so weit wie möglich herangezogen und nach folgender Formel berechnet:

Treibstoffmenge in den Luftfahrzeugtanks nach abgeschlossener Betankung für den betreffenden Flug - Treibstoffmenge in den Luftfahrzeugtanks nach abgeschlossener Betankung für den Folgeflug + Treibstoffbetankung für diesen Folgeflug.

Liegen keine Daten über den tatsächlichen Treibstoffverbrauch vor, so wird der Treibstoffverbrauch auf der Grundlage der besten verfügbaren Informationen nach einem standardisierten Mehrstufenkonzept geschätzt.

Es werden Standardemissionsfaktoren aus den IPCC-Leitlinien von 2006 oder späteren Aktualisierungen dieser Leitlinien zugrunde gelegt, es sei denn, tätigkeitsspezifische Emissionsfaktoren, die von unabhängigen akkreditierten Laboratorien nach anerkannten Analysemethoden identifiziert wurden, erweisen sich als genauer. Der Emissionsfaktor für die Biomasse ist gleich null.

Für jeden Flug und jeden Treibstoff wird eine gesonderte Berechnung vorgenommen.

Berichterstattung über die Emissionen

Jeder Luftfahrzeugbetreiber nimmt in seinen Bericht gemäß Artikel 14 Absatz 3 folgende Informationen auf:

A. Angaben zum Luftfahrzeugbetreiber, einschließlich:

- Name des Luftfahrzeugbetreibers;
- zuständiger Verwaltungsmitgliedstaat;
- Anschrift, einschließlich Postleitzahl und Land und, falls abweichend, Kontaktadresse im Verwaltungsmitgliedstaat;
- Luftfahrzeugzulassungsnummern und die im Berichtszeitraum für die von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Betreibers verwendeten Luftfahrzeugtypen;
- Nummer und Ausstellungsbehörde des Luftverkehrsbetreiberzeugnisses und der Betriebsgenehmigung, auf deren Grundlage die von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Betreibers durchgeführt wurden;
- Anschrift, Telefonnummer, Faxnummer und E-Mail-Anschrift eines Ansprechpartners, und
- Name des Luftfahrzeugeigentümers.

B. Für jeden Treibstofftyp, für den Emissionen berechnet werden:

- Treibstoffverbrauch;
- Emissionsfaktor;
- Gesamtwert der aggregierten Emissionen aus allen Flügen, die während des Berichtszeitraums im Rahmen der von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Betreibers durchgeführt wurden;
- aggregierte Emissionen aus:
 - allen Flügen, die während des Berichtszeitraums im Rahmen der von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Betreibers durchgeführt wurden und die von einem Flugplatz im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats abgingen und an einem Flugplatz im Hoheitsgebiet desselben Mitgliedstaats endeten;
 - allen anderen Flügen, die während des Berichtszeitraums im Rahmen der von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Betreibers durchgeführt wurden;
- aggregierte Emissionen aus allen Flügen, die während des Berichtszeitraums im Rahmen der von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Betreibers durchgeführt wurden und die:
 - aus jedem Mitgliedstaat abgingen und
 - in jedem Mitgliedstaat aus einem Drittland ankamen;
- Unsicherheitsfaktor.

Überwachung der Tonnenkilometerangaben

Zur Beantragung der Zuteilung von Zertifikaten gemäß Artikel 12/5, § 1 oder Artikel 12/6, § 1 wird der Umfang der Luftverkehrstätigkeiten in Tonnenkilometern nach folgender Formel berechnet:

Tonnenkilometer = Flugstrecke X Nutzlast, wobei:

„Flugstrecke“ die Großkreisentfernung zwischen Abflug- und Ankunftsflugplatz zuzüglich eines zusätzlichen unveränderlichen Faktors von 95 km bezeichnet, und „Nutzlast“ die Gesamtmasse der beförderten Fracht, Post und Fluggäste bezeichnet.

Für die Berechnung der Nutzlast gilt Folgendes:

- die Zahl der Fluggäste entspricht der Zahl der an Bord befindlichen Personen mit Ausnahme des Bordpersonals;
- ein Luftfahrzeugbetreiber kann entweder die in seinen Unterlagen über die Massen- und Schwerpunktberechnung eingetragene tatsächliche Masse oder die Standardmasse für Fluggäste und aufgegebenes Gepäck oder auf jeden Fluggast und sein aufgegebenes Gepäck einen Standardwert von 100 kg anwenden.

Berichterstattung über die Tonnenkilometerangaben

Jeder Luftfahrzeugbetreiber nimmt in seinen Bericht, den er gemäß Artikel 12/5, § 1 oder Artikel 12/6, § 1 übermittelt, folgende Informationen auf:

A. Angaben zum Luftfahrzeugbetreiber, einschließlich:

- Name des Luftfahrzeugbetreibers;
- zuständiger Verwaltungsmitgliedstaat;
- Anschrift, einschließlich Postleitzahl und Land und, falls abweichend, Kontaktadresse im Verwaltungsmitgliedstaat;
- Luftfahrzeugzulassungsnummern und die im Antragsjahr für die von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Betreibers verwendeten Luftfahrzeugtypen;
- Nummer und Ausstellungsbehörde des Luftverkehrsbetreiberzeugnisses und der Betriebsgenehmigung, auf deren Grundlage die von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Betreibers durchgeführt wurden;
- Anschrift, Telefonnummer, Faxnummer und E-Mail-Anschrift eines Ansprechpartners, und
- Name des Luftfahrzeugeigentümers.

B. Tonnenkilometerangaben:

- Zahl der Flüge je Flugplatzpaar;
- Zahl der Fluggastkilometer je Flugplatzpaar;
- Zahl der Tonnenkilometer je Flugplatzpaar;
- für die Berechnung der Masse von Fluggästen und aufgegebenem Gepäck verwendete Methode;
- Gesamtzahl der Tonnenkilometer für alle Flüge, die in dem Berichtsjahr durchgeführt wurden und unter die von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeiten des Luftfahrzeugbetreibers fallen.

Gesehen, um dem Dekret vom 6. Oktober 2010 zur Abänderung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls als Anlage beigefügt zu werden.

ANLAGE II/1

zum Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls

Kriterien für die Prüfung der Berichte über die Emissionen und der Tonnenkilometerangaben der Luftverkehrstätigkeiten

Allgemeine Grundsätze

1. Die Emissionen aus Flügen im Rahmen einer von der Regierung bestimmten Luftverkehrstätigkeit unterliegen einer Prüfung.

2. Im Rahmen des Prüfungsverfahrens wird auf den Bericht gemäß Artikel 12/10, § 2 und auf die Überwachung der Emissionen im Vorjahr eingegangen. Geprüft werden ferner die Zuverlässigkeit, Glaubwürdigkeit und Genauigkeit der Überwachungssysteme sowie die übermittelten Daten und Angaben zu den Emissionen, insbesondere:

- a) die übermittelten Tätigkeitsdaten und damit verbundenen Messungen und Berechnungen;
- b) Wahl und die Anwendung der Emissionsfaktoren;
- c) die Berechnungen für die Bestimmung der Gesamtemissionen;
- d) bei Messungen die Angemessenheit der Wahl und Anwendung der Messverfahren.

3. Die Validierung der Angaben zu den Emissionen ist nur möglich, wenn zuverlässige und glaubwürdige Daten und Informationen eine Bestimmung der Emissionen mit einem hohen Zuverlässigkeitsgrad gestatten. Ein hoher Zuverlässigkeitsgrad verlangt vom Betreiber den Nachweis, dass:

- a) die übermittelten Daten schlüssig sind;
- b) die Erhebung der Daten in Einklang mit wissenschaftlichen Standards erfolgt ist;
- c) die einschlägigen Angaben über das Luftfahrzeug, das zur Durchführung durch den Bericht gedeckten Luftverkehrstätigkeiten verwendet wird, sind vollständig und kohärent.

4. Die prüfende Instanz erhält Zugang zu allen Standorten und zu allen Informationen, die mit dem Gegenstand der Prüfung im Zusammenhang stehen.

5. Die prüfende Instanz berücksichtigt, ob der Luftfahrzeugbetreiber im Rahmen des Gemeinschaftssystems für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (EMAS) registriert ist oder nicht.

Methodik

Strategische Analyse

6. Die Prüfung basiert auf einer strategischen Analyse aller unter den Bericht fallenden Luftverkehrstätigkeiten, die vom Luftfahrzeugbetreiber durchgeführt werden. Dazu benötigt die prüfende Instanz einen Überblick über alle Tätigkeiten und ihre Bedeutung für die Emissionen.

Prozessanalyse

7. Die Prüfung der übermittelten Informationen erfolgt bei Bedarf am Standort, die vom Luftfahrzeugbetreiber zur Durchführung der unter den Bericht fallenden Luftverkehrstätigkeiten benutzt werden. Die prüfende Instanz führt Stichproben durch, um die Zuverlässigkeit der übermittelten Daten und Informationen zu ermitteln.

Risikoanalyse

8. Die prüfende Instanz unterzieht alle Luftfahrzeuge, für die der Betreiber verantwortlich ist, einer Bewertung in Bezug auf die Zuverlässigkeit der Daten über jedes Luftfahrzeug, das zu den Gesamtemissionen der unter den Bericht fallenden Luftverkehrstätigkeiten, die vom Luftfahrzeugbetreiber durchgeführt werden, beiträgt.

9. Anhand dieser Analyse ermittelt die prüfende Instanz ausdrücklich die Quellen mit hohem Fehlerrisiko und andere Aspekte des Überwachungs- und Berichterstattungsverfahrens, die zu Fehlern bei der Bestimmung der Gesamtemissionen führen könnten. Hier sind insbesondere die Wahl der Emissionsfaktoren und die Berechnungen zur Bestimmung der Emissionen einzelner Emissionsquellen zu nennen. Besondere Aufmerksamkeit ist Quellen mit einem hohen Fehlerrisiko und den genannten anderen Aspekten des Überwachungsverfahrens zu widmen.

10. Die prüfende Instanz berücksichtigt etwaige effektive Verfahren zur Beherrschung der Risiken, die der Betreiber anwendet, um Unsicherheiten so gering wie möglich zu halten.

Bericht

11. Die prüfende Instanz erstellt einen Bericht über die Validierung, in dem angegeben wird, ob der Bericht gemäß Artikel 12/10, § 2 zufriedenstellend ist. In diesem Bericht sind alle für die durchgeführten Arbeiten relevanten Aspekte aufzuführen. Die Erklärung, dass der Bericht gemäß Artikel 12/10, § 2 zufriedenstellend ist, kann abgegeben werden, wenn die prüfende Instanz zu der Ansicht gelangt, dass zu den Gesamtemissionen keine wesentlich falschen Angaben gemacht wurden.

Mindestanforderungen an die Kompetenz der prüfenden Instanz

12. Die prüfende Instanz muss unabhängig von dem Betreiber sein, ihre Aufgabe professionell und objektiv ausführen und vertraut sein mit:

- a) den Bestimmungen der Richtlinie 2003/87/EG, sowie mit den einschlägigen Normen und Leitlinien, die von der Kommission gemäß Artikel 14, § 1 der in Artikel 2, 3^o des vorliegenden Dekrets erwähnten Richtlinie verabschiedet werden;
- b) den Rechts- und Verwaltungsvorschriften, die für die zu prüfenden Tätigkeiten von Belang sind;
- c) dem Zustandekommen aller Informationen über das Luftfahrzeug, für das der Luftfahrzeugbetreiber verantwortlich ist, insbesondere im Hinblick auf Sammlung, messtechnische Erhebung, Berechnung und Übermittlung von Daten.

13. Die prüfende Instanz stellt insbesondere sicher, dass:

a) alle Flüge berücksichtigt werden, die unter eine von der Regierung bestimmte Luftverkehrstätigkeit fallen. Die prüfende Instanz verwendet hierzu Flugplandaten und sonstige Daten über den Flugbetrieb des Luftfahrzeugbetreibers, einschließlich Daten von Eurocontrol, die der Luftfahrzeugbetreiber angefordert hat;

b) insgesamt Übereinstimmung besteht zwischen den Daten über den Gesamttreibstoffverbrauch und den Daten über den Treibstoffkauf oder die anderweitige Treibstoffversorgung des für die Luftverkehrstätigkeit eingesetzten Luftfahrzeugs.

Zusätzliche Bestimmungen für die Prüfung von Tonnenkilometerdaten, die für die Zwecke der Artikel 12/5 und 12/6 übermittelt wurden

14. Die in dieser Anlage festgelegten allgemeinen Grundsätze und Methoden für die Prüfung von Emissionsberichten gemäß Artikel 12/10, § 3 finden gegebenenfalls auch analog auf die Prüfung von Tonnenkilometerdaten Anwendung.

15. Die prüfende Instanz stellt insbesondere sicher, dass im Antrag des Luftfahrzeugbetreibers gemäß Artikel 12/5, § 1 und Artikel 12/6, § 1 nur Flüge berücksichtigt werden, die tatsächlich durchgeführt wurden und die unter eine von der Regierung bestimmte Luftverkehrstätigkeit fallen, für die der Luftfahrzeugbetreiber verantwortlich ist. Die prüfende Instanz verwendet hierzu Daten über den Flugbetrieb des Luftfahrzeugbetreibers, einschließlich Daten von Eurocontrol, die der Luftfahrzeugbetreiber angefordert hat. Die prüfende Instanz stellt ferner sicher, dass die vom Luftfahrzeugbetreiber mitgeteilte Nutzlast den Nutzlastdaten entspricht, die der Luftfahrzeugbetreiber zu Zwecken der Sicherheit angibt.

Gesehen, um dem Dekret vom 6. Oktober 2010 zur Abänderung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls als Anlage beigefügt zu werden.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Oktober 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 2010-2011.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 215 (2009-2010). Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 6. Oktober 2010.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3923

[2010/205888]

6 OKTOBER 2010. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibilitätsmechanismen van het Protocol van Kyoto

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Bij dit decreet wordt met name Richtlijn 2008/101/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG teneinde ook luchtvaartactiviteiten op te nemen in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap, omgezet.

Art. 2. In het geheel van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibilitätsmechanismen van het Protocol van Kyoto worden de afkortingen "R.V.N.K.V.", "É.T.", en "GER" respectievelijk vervangen door de afkortingen "RVNKV", "AAU" en "CER".

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van de eerste afdeling van hoofdstuk I vervangen als volgt : "Afdeling 1. — Toepassingsgebied en algemene doelstellingen".

Art. 4. Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 1. Dit decreet is van toepassing op de broeikasgasemissies in de atmosfeer van door de Regering bepaalde installaties en activiteiten en is een omzetting van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad, hierna Richtlijn 2003/87/EG, genoemd, zoals gewijzigd bij de Richtlijnen 2004/101/EG en 2008/101/EG.

Art. 5. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 1/1, luidend als volgt :

"Art. 1/1. Dit decreet streeft naar de verminderingdoelstelling voor de broeikasgasemissies die aan het Waalse Gewest opgelegd is krachtens het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, ondertekend te New York op 9 mei 1992 en van de daarop volgende beslissingen die op internationaal, gemeenschappelijk, nationaal en gewestelijk niveau zijn aangenomen.

De in dit decreet bedoelde instrumenten en mechanismen worden ontwikkeld met als enig doel de vermindering van de broeikasgasemissies te bevorderen onder voorwaarden die economisch gezien doeltreffend en performant zijn."

Art. 6. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 4°, a en b, van de Franse versie, wordt het woord "visée" vervangen door het woord "visé";

b) punt 10° wordt vervangen als volgt : "10° gastland : het land op het grondgebied waarvan de projectactiviteit zich feitelijk bevindt, voor zover ze voldoet aan de voorwaarden bepaald bij de beslissingen van de Conferentie van de Partijen die handelt als Vergadering van de Partijen bij het Protocol van Kyoto;";

b) punt 18° wordt vervangen als volgt : "18° eenheid van verwijderingen per put (RMU) : eenheid opgemaakt of verleend overeenkomstig de artikelen 3.3. en 3.4. van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd overeenkomstig het RVNKV of het Protocol van Kyoto;";

d) punt 20° wordt opgeheven;

b) punt 22° wordt vervangen als volgt : "22 gemeenschappelijke uitvoering (JI) : flexibiliteitsmechanisme waarmee een partij kan investeren in de projecten tot stand gebracht in de landen opgenomen in bijlage I bij het RVNKV om de broeikasgasemissies in het gastland te verminderen of de verwijdering ervan via koolstofputten te verhogen."

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt :

"Hoofdstuk II. — *Regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten voor de vaste installaties*".

Art. 8. In artikel 3, § 1, derde lid, worden de woorden "Voor de tweede referentieperiode en voor de latere referentieperiodes" opgeheven en wordt de zin vervangen als volgt : "Dit plan bepaalt het percentage van het aan elke installatie toegekende emissierecht waarbij de exploitanten de CER's en de ERU's in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten kunnen gebruiken overeenkomstig de bepalingen van artikel 8."

Art. 9. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. De Regering beslist minstens twaalf maanden vóór het begin van de betrokken referentieperiode en op basis van het toewijzingsplan, over de totale hoeveelheid emissierechten die zij toewijst voor deze periode, alsook over de verdeling van de emissierechten aanvankelijk kosteloos toegekend onder de exploitanten van de inrichtingen met installaties of activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten waarop het plan betrekking heeft.

Na de goedkeuring van het toewijzingsplan, beslist de Regering volgens de procedure die zij bepaalt over de aanvankelijke toewijzing van deze emissierechten aan de exploitant van elke inrichting met één of meerdere installaties of activiteiten die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten.

De Regering bepaalt ook de modaliteiten voor het beheer van de emissierechtenreserve voor nieuwkomers.

Als de Europese Commissie het gewestelijk toewijzingsplan voor een bepaalde referentieperiode niet aanvaard heeft, bepaalt de Regering een aangepaste termijn om het in het eerste lid bedoelde besluit te nemen."

Art. 10. Artikel 7, § 4, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 juni 2006, wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. § 1. Onder voorbehoud van § 2, worden de exploitanten toegelaten om gebruik te maken van de CER's en ERU's die voortvloeien uit projectactiviteiten in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten ten einde aan de in artikel 10/1 bedoelde verplichting te voldoen, ten belope van het percentage bepaald in het toewijzingsplan. Er wordt onmiddellijk een emissierecht verleend en ingeleverd door de Regering in ruil voor een CER of een ERU waarover deze exploitant beschikt volgens het register.

§ 2. Onverminderd artikel 16 mogen alle CER's en ERU's die overeenkomstig het RVNKV, het Protocol van Kyoto en de in dat kader later genomen beslissingen verleend en gebruikt kunnen worden, gebruikt worden in de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, met uitzondering van die betreffende de volgende projectactiviteiten :

1° de kerninstallaties voor de twee eerste referentieperiodes overeenkomstig het RVNKV, het Protocol van Kyoto en de in dat kader later genomen beslissingen;

2° het landgebruik, de veranderingen van landbestemmingen en de bosbouw."

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 3 van Hoofdstuk II vervangen als volgt :

"*Afdeling 3. — Rapportage en verificatie van de emissies en inlevering van de emissierechten*".

Art. 13. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt § 1, vervangen bij het decreet van 22 juni 2006, vervangen als volgt :

"§ 1. De rapportage van de broeikasgasemissies, die geverifieerd wordt overeenkomstig de criteria omschreven in bijlage II, wordt jaarlijks door de exploitant gestuurd aan de dienst of de door de Regering aan te wijzen instelling uiterlijk op de tweede donderdag van de maand maart."

Art. 14. In artikel 10, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "binnen de door de Regering vastgelegde termijn," vervangen door de woorden "binnen de in artikel 9, § 1, bepaalde termijn".

Art. 15. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 10/1, luidend als volgt :

"Art. 10/1. Uiterlijk op 30 april van elk jaar levert de exploitant van een inrichting met één of meer door de Regering bepaalde installaties of activiteiten en die gespecificeerde broeikasgassen uitstoten, op basis van een nagekeken rapportage van broeikasgasemissies bij de Regering de hoeveelheid emissierechten ander dan de overeenkomstig hoofdstuk II/1 verleende emissierechten in, die gelijk is aan de totale gespecificeerde emissies van die inrichting gedurende het voorgaande kalenderjaar.

De overeenkomstig het eerste lid ingeleverde emissierechten worden daarna geannuleerd."

Art. 16. Afdeling 5 van hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 11/1, luidend als volgt :

"Art. 11/1. § 1. Elke exploitant die de rapportage overeenkomstig en binnen de in artikel 9, § 1, bepaalde termijn niet stuurt, moet een boete van 500 euro per werkdag vertraging betalen. Als de vertraging hoger is dan twintig werkdagen, wordt de boete forfaitair bepaald op 15.000 euro.

De door de Regering aangewezen ambtenaar stelt het aantal dagen vertraging vast en legt de boete in één keer op. Hij geeft kennis van zijn beslissing bij aangetekend schrijven aan de betrokken exploitant binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op de tweede donderdag van de maand maart. Die beslissing vermeldt de beroepsmogelijkheden.

§ 2. De exploitant die de in § 1 bedoelde beslissing aanvecht, kan op straffe van uitsluiting een beroep indienen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van de beslissing.

Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Het beroep wordt d.m.v. een verzoekschrift bij de politierechtbank ingediend.

Het verzoekschrift bevat de identiteit en het adres van de exploitant, de aangevochten beslissing, de redenen waarom de beslissing wordt aangevochten.

De beslissingen van de politierechtbank zijn niet vatbaar voor beroep.

§ 3. De beslissing waarbij een administratieve boete wordt opgelegd, heeft uitvoerende kracht op de vervaldatum van een termijn van dertig dagen die ingaat op de datum van kennisgeving ervan, behalve in geval van beroep krachtens § 2.

De boete dient te worden betaald binnen een termijn van dertig dagen die volgt op de dag waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven. De boete wordt gestort in het fonds bedoeld in artikel 13."

Art. 17. In artikel 12, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "overeenkomstig artikel 7" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 10/1".

Art. 18. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een hoofdstuk II/1 met als opschrift "Regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten voor de luchtvaartactiviteiten".

Art. 19. Hoofdstuk II/1, ingevoegd bij artikel 18, wordt aangevuld met een artikel 12/1, luidend als volgt :

"Art. 12/1. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op de toewijzing en de verlening van emissierechten voor de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten."

Art. 20. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/2, luidend als volgt :

"Art. 12/2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° "luchtvaartuigemissies" : de emissie door een luchtvaartuig dat een door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteit uitoefent, van de met betrekking tot die activiteit gespecificeerde gassen;

2° "luchtvaartuigexploitant" : de persoon die een luchtvaartuig exploiteert op het moment waarop hij een door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteit uitoefent of, wanneer die persoon niet bekend is of niet is geïdentificeerd door de eigenaar van het luchtvaartuig, de eigenaar van het luchtvaartuig zelf;

3° "administrerend Gewest" : het Gewest dat verantwoordelijk is voor de administratie van de Gemeenschapsregeling met betrekking tot een luchtvaartuigexploitant waarvoor België de administrerende lidstaat is;

4° "aan de luchtvaart toegewezen emissies" : de emissies van alle vluchten die onder de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten vallen, die vertrekken vanuit een op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen luchtvaartterrein of aldaar vanuit een land dat geen lidstaat van de Europese Unie is, aankomen;

5° "benchmark" : één van beide quotiënten die worden gebruikt voor de kosteloze toewijzing van emissierechten aan luchtvaartuigexploitanten wier aanvragen zijn ingediend bij de Europese Commissie; hun respectievelijke berekeningsmethode wordt bepaald in de artikelen 3*sexies*, § 3 en 3*septies*, § 5 van Richtlijn 2003/87/EG en ieder van hen wordt bepaald in de beslissing van de Europese Commissie aangenomen krachtens één van die twee artikelen".

Art. 21. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/3, luidend als volgt :

"Art. 12/3. De volgende periodes zijn van toepassing voor dit hoofdstuk :

1° de eerste periode van 1 januari 2012 tot en met 31 december 2012;

2° de tweede periode van 1 januari 2013 tot en met 31 december 2020;

3° de latere periodes van acht jaar."

Art. 22. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/4, luidend als volgt :

"Art. 12/4. Het administrerende Gewest van een luchtvaartuigexploitant waarvoor België de administrerende lidstaat is, is het Gewest aan wie de hoogste emissies die door deze luchtvaartuigexploitant gedurende het referentiejaar uitgestoten worden, toegewezen worden.

Voor elke luchtvaartuigexploitant worden aan het Waalse Gewest toegewezen, de luchtvaartuigemissies van alle vluchten :

1° die vertrekken vanuit een Waals gewestelijk vliegveld;

2° die in een Waals gewestelijk vliegveld vanuit een land dat geen lid is van de Europese Unie, aankomen.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "referentiejaar" verstaan : met betrekking tot een luchtvaartuigexploitant die na 1 januari 2006 zijn exploitatie in de Gemeenschap is begonnen, het eerste kalenderjaar van die exploitatie; in alle andere gevallen, het kalenderjaar dat is ingegaan op 1 januari 2006."

Art. 23. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/5, luidend als volgt :

"Art. 12/5. § 1. Elke luchtvaartuigexploitant voor wie het Waalse Gewest de administrerende overheid is overeenkomstig artikel 12/4, kan een aanvraag indienen voor een toewijzing van kosteloos toe te wijzen emissierechten voor elke van de in artikel 12/3 bedoelde periodes.

De aanvraag wordt bij de Regering ingediend uiterlijk op 31 maart 2011 wat betreft de eerste en de tweede periodes of, wat betreft de latere periodes, minstens éénentwintig maanden voor het begin van de periode waarop de aanvraag slaat.

De aanvraag omvat de bewaakte, gerapporteerde en geverifieerde tonkilometergegevens voor de luchtvaartuigactiviteiten bepaald door de Regering en uitgevoerd door de luchtvaartuigexploitant in het jaar waarop de bewaking betrekking heeft.

Voor de toepassing van dit artikel is het jaar waarop de bewaking betrekking heeft, het jaar 2010 wat betreft de eerste en tweede periodes, en, wat betreft de latere periodes, het kalenderjaar dat 24 maanden voor het begin van de periode waarop de aanvraag betrekking heeft, afloopt.

§ 2. De Regering legt de ontvangen aanvragen voor aan de Europese Commissie uiterlijk op 30 juni 2011, wat betreft de eerste en de tweede periodes of, wat betreft de latere periodes, ten minste 18 maanden voor het begin van de periode waarop de aanvraag betrekking heeft.

§ 3. Binnen drie maanden na de goedkeuring door de Europese Commissie van een beslissing in de zin van artikel 3*sexies*, § 3, van Richtlijn 2003/87/EG worden de volgende hoeveelheden door de Regering berekend en bekendgemaakt :

1° de totale hoeveelheid van emissierechten die voor de betrokken periode wordt toegewezen aan iedere luchtvaartuigexploitant van wie de aanvraag overeenkomstig § 2 is ingediend bij de Europese Commissie, berekend door de in de aanvraag opgenomen tonkilometergegevens te vermenigvuldigen met de benchmark;

2° de hoeveelheid van emissierechten die voor elk jaar aan iedere luchtvaartuigexploitant wordt toegewezen; die wordt bepaald door diens onder 1° berekende totale hoeveelheid emissierechten voor de betreffende periode te delen door het aantal jaren in de periode waarin die luchtvaartuigexploitant één van de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten uitvoert.

§ 4. Vóór 28 februari 2012 en vóór 28 februari van elk daaropvolgend jaar, verleent de Regering iedere luchtvaartuigexploitant het aantal emissierechten dat die exploitant krachtens dit artikel of artikel 12/6 voor dat jaar is toegewezen."

Art. 24. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/6, luidend als volgt :

"Art. 12/6. § 1. De luchtvaartuigexploitant voor wie het Waalse Gewest de administrerende overheid is overeenkomstig artikel 12/4, kan een aanvraag indienen voor een toewijzing van kosteloos toe te wijzen emissierechten uit een bijzondere reserve voor luchtvaartuigexploitanten, indien hij de volgende voorwaarden vervult :

1° een door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteit aanvangen na het jaar waarop de bewaking betrekking heeft, zoals bedoeld in artikel 12/5, § 1, voor de tweede periode of voor een latere periode; of

2° wier tonkilometergegevens gemiddeld met meer dan 18 % per jaar zijn gestegen tussen het jaar waarop de bewaking betrekking heeft, zoals bedoeld in artikel 12/5, § 1, voor de tweede periode of een latere periode en het tweede kalenderjaar van die periode;

en wier activiteiten bedoeld in 1°, of bijkomende activiteiten bedoeld in 2°, niet geheel of gedeeltelijk een voortzetting zijn van een eerder door een andere luchtvaartuigexploitant uitgevoerde luchtvaartactiviteit.

Een toewijzing aan een luchtvaartexploitant overeenkomstig lid 1, § 2°, mag 1 000 000 rechten niet overschrijden

De aanvraag wordt bij de Regering ingediend uiterlijk op 30 juni 2015 wat betreft de tweede periode of uiterlijk op 30 juni van het derde jaar van de periode waarop de aanvraag slaat.

1° De aanvraag :

bevat de bewaakte, gerapporteerde en geverifieerde tonkilometergegevens voor de luchtvaartuigactiviteiten bepaald door de Regering en uitgevoerd door de exploitant in 2014 wat betreft de tweede periode of gedurende het tweede kalenderjaar van de latere periode waarop de aanvraag betrekking heeft;

2° bewijst dat aan de in lid 1 bedoelde criteria is voldaan, en

3° bevat voor een luchtvaartuigexploitant in de zin van lid 1, 2° :

a) de procentuele stijging van het aantal door die luchtvaartuigexploitant gerealiseerde tonkilometers, tussen het jaar waarop de bewaking betrekking heeft zoals bedoeld in artikel 12/5, § 1, voor de tweede periode of voor een latere periode, en het tweede kalenderjaar van die periode;

b) de absolute groei van het aantal door die luchtvaartuigexploitant gerealiseerde tonkilometers, tussen het jaar waarop de bewaking betrekking heeft zoals bedoeld in artikel 12/5, § 1, voor de tweede periode of voor een latere periode, en het tweede kalenderjaar van die periode; en

c) de absolute groei boven het in § 1, eerste lid, 2°, genoemde percentage, van het aantal door die luchtvaartuigexploitant gerealiseerde tonkilometers, tussen het jaar waarop de bewaking betrekking heeft zoals bedoeld in artikel 12/5, § 1, voor de tweede periode of voor een latere periode, en het tweede kalenderjaar van die periode.

§ 2. De Regering legt de ontvangen aanvragen voor aan de Commissie uiterlijk op 31 december 2015 voor wat betreft de tweede periode of uiterlijk binnen zes maanden na de uiterste datum bedoeld in § 1, derde lid, voor de latere periodes.

§ 3. Binnen drie maanden na de goedkeuring door de Europese Commissie van een beslissing tot bepaling van de benchmark overeenkomstig artikel 3septies, § 5, van Richtlijn 2003/87/EG worden de volgende hoeveelheden door de Regering berekend en bekendgemaakt :

1° de hoeveelheid rechten die uit de bijzondere reserve wordt toegewezen aan iedere luchtvaartuigexploitant wiens aanvraag overeenkomstig § 2 aan de Commissie is voorgelegd. Deze toewijzing wordt berekend door de benchmark te vermenigvuldigen met :

a) voor een onder § 1, eerste lid, 1°, vallende luchtvaartuigexploitant, de tonkilometergegevens die vermeld zijn in de aanvraag die aan de Commissie is voorgelegd;

b) voor een onder § 1, eerste lid, 2°, vallende luchtvaartuigexploitant, de absolute groei in tonkilometers boven het in § 1, eerste lid, 2°, genoemde percentage, die vermeld zijn in de aanvraag die aan de Commissie is voorgelegd, en

2° de hoeveelheid rechten die aan iedere luchtvaartuigexploitant voor elk jaar is toegewezen, die wordt bepaald door het hem volgens 1° aantal toegewezen rechten te delen door het aantal volledige kalenderjaren dat overblijft in de tweede periode of in een latere periode waarop de toewijzing betrekking heeft.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde benchmark mag er niet toe leiden dat de jaarlijkse toewijzing per tonkilometer hoger ligt dan de jaarlijkse toewijzing per tonkilometer aan onder artikel 12/5, § 3, vallende luchtvaartuigexploitanten."

Art. 25. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/7, luidend als volgt :

"Art. 12/7. De rechten die niet kosteloos toegewezen moeten worden, worden geveild."

Art. 26. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/8, luidend als volgt :

"Art. 12/8. Artikel 7, § 1, 3, 5 en 6 is van toepassing op de overeenkomstig dit hoofdstuk verleende emissierechten.

De rechten die door een bevoegde autoriteit binnen de Europese Unie worden verleend, worden voor de nakoming van de verplichtingen van de exploitanten ingevolge lid 3 als geldig erkend.

Elke luchtvaartuigexploitant levert uiterlijk 30 april van ieder jaar een hoeveelheid emissierechten in die gelijk is aan de totale emissies van het luchtvaartuig gedurende het voorgaande kalenderjaar, die overeenkomstig artikel 12/10, § 3, geverifieerd zijn en die voortvloeien uit de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten, waarvoor hij de luchtvaartuigexploitant is.

De overeenkomstig het derde lid ingeleverde rechten worden daarna geannuleerd."

Art. 27. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/9, luidend als volgt :

"Art. 12/9. Gedurende de eerste periode kunnen de luchtvaartuigexploitanten CER's en ERU's gebruiken tot 15 % van het aantal emissierechten dat ze ingevolge artikel 12/8 moeten inleveren.

Voor de tweede periode en de latere periodes wordt het percentage van de CER's en ERU's dat in verband met de luchtvaartactiviteiten kan worden gebruikt, door de Regering bepaald.

Er wordt onmiddellijk een emissierecht verleend en ingeleverd door de Regering in ruil voor een CER of een ERU waarover de luchtvaartuigexploitant beschikt volgens het register.

Artikel 8, § 2 is van toepassing op de overeenkomstig dit hoofdstuk verleende emissierechten."

Art. 28. Hetzelfde Hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/10, luidend als volgt :

"Art. 12/10. § 1. De Regering bepaalt de regels betreffende de bewaking van en de rapportage over de emissies van luchtvaartuigen en de tonkilometergegevens overeenkomstig de in bijlage I/1 bepaalde principes.

Elke luchtvaartuigexploitant legt een plan voor de bewaking van de luchtvaartuigemissies en tonkilometergegevens ter goedkeuring aan de Regering voor.

§ 2. Elke luchtvaartuigexploitant brengt verslag uit aan de Regering over de tonkilometersgegevens en gedurende elk kalenderjaar, of, vanaf 1 januari 2010, over de emissies van het luchtvaartuig dat hij exploiteert na afloop van het betrokken jaar.

De luchtvaartuigexploitant stuurt zijn jaarlijkse emissierapportage die overeenkomstig § 3 geverifieerd is, aan de Regering uiterlijk op de tweede donderdag van de maand maart voor de emissies van het vorige jaar.

§ 3. De rapportages die door de luchtvaartuigexploitanten voorgedragen worden, worden overeenkomstig de in bijlage II/1 vermelde criteria geverifieerd door een door de Regering erkende verificateur.

Op basis van het verificatieverslag beslist de Regering of de jaarlijkse emissierapportages bevredigend zijn.

Een luchtvaartuigexploitant wiens rapportage uiterlijk 31 maart van elk jaar voor waar betreft de luchtvaartuigemissies van het vorige jaar niet erkend is als bevredigend, mag geen emissierechten meer overdragen, totdat een rapportage van die exploitant als bevredigend is geverifieerd."

Art. 29. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/11, luidend als volgt :

"Art. 12/11. Artikel 11 is van toepassing op de overeenkomstig dit hoofdstuk verleende emissierechten."

Art. 30. Hetzelfde hoofdstuk II/1 wordt aangevuld met een artikel 12/12, luidend als volgt :

"Art. 12/12. § 1. Artikel 11/1 is van toepassing op elke luchtvaartuigexploitant die de jaarlijkse emissierapportage overeenkomstig en binnen de termijn bepaald in artikel 12/10, § 2, tweede lid, niet stuurt.

§ 2. De naam van de luchtvaartuigexploitant die zich niet houdt aan de eis inzake het inleveren van voldoende emissierechten, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 3. Er wordt een boete wegens overmatige emissie opgelegd aan elke luchtvaartuigexploitant die uiterlijk 30 april van elk jaar niet voldoende emissierechten heeft ingeleverd ter dekking van zijn emissies in het voorgaande jaar. De boete wegens overmatige emissie bedraagt 100 EUR voor elke ton uitgestoten kooldioxide-equivalent waarvoor de luchtvaartuigexploitant geen emissierechten heeft ingeleverd.

De betaling van de boete wegens overmatige emissie ontslaat de luchtvaartuigexploitant niet van de verplichting bij de inlevering van emissierechten in verband met het volgende kalenderjaar een hoeveelheid emissierechten in te leveren die gelijk is aan die emissieoverschrijding.

De boeten worden gestort in het fonds bedoeld in artikel 13.

§ 4. De Regering kan de Europese Commissie verzoeken een exploitatieverbod op te leggen aan een luchtvaartuigexploitant die niet aan de eisen van dit decreet voldoet, indien zulks niet met andere dwangmaatregelen kon worden gewaarborgd.

Elk overeenkomstig het eerste lid geformuleerde verzoek bevat :

1° het bewijs dat de luchtvaartuigexploitant zijn verplichtingen krachtens dit decreet niet heeft nagekomen;

2° gegevens over dwangmaatregelen die genomen zijn om de naleving van het decreet te waarborgen;

3° de motivering voor het opleggen van een exploitatieverbod op communautair niveau; en

4° een aanbeveling voor de reikwijdte van een exploitatieverbod op communautair niveau en de eventueel toe te passen voorwaarden.

Wanneer de Europese Commissie van mening is een beslissing volgend op een krachtens het eerste lid ingediend verzoek te nemen, deelt ze de essentiële feiten en overwegingen aan de luchtvaartuigexploitant mee die aan dat besluit ten grondslag liggen. De luchtvaartuigexploitant krijgt de gelegenheid om binnen 10 werkdagen na de mededeling schriftelijke opmerkingen aan de Europese Commissie voor te leggen."

Art. 31. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, gewijzigd bij de decreten van 22 juni 2006 en 5 maart 2008, wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2° de uitvoering van projectactiviteiten, de bijdrage tot instellingen die projectactiviteiten uitvoeren, de verwerving van AAU's, CER's, ERU's, RMU's of emissierechten";

b) § 2, gewijzigd bij de decreten van 22 juni 2006 en 5 maart 2008, wordt aangevuld met de punten 8°, 9° en 10°, luidend als volgt :

"8° de maatregelen met als doel de aanpassing aan de effecten van de klimaatverandering te vergemakkelijken;

9° de maatregelen met als doel de financiering van de werken inzake onderzoek en ontwikkeling voor de beperking van de broeikasgasemissies en de aanpassing aan de effecten van de klimaatverandering;

10° de bijdrage aan het wereldfonds voor energie-efficiency en hernieuwbare energie".

c) in § 4, ingevoegd bij het decreet van 22 juni 2006, tweede lid, 1°, worden de woorden "krachtens artikel 12" vervangen door de woorden "krachtens dit decreet";

d) in § 4, ingevoegd bij het decreet van 22 juni 2006, tweede lid, 3°, worden de woorden "overeenkomstig artikel 3, § 5," opgeheven;

e) § 4, ingevoegd bij het decreet van 22 juni 2006, wordt aangevuld met punt 6°, luidend als volgt :

"6° de opbrengst van heffingen geïnd in het kader van het beheer van het verzoek tot goedkeuring van de projectactiviteiten krachtens artikel 15, tweede lid".

Art. 32. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen als volgt :

"Hoofdstuk IV. — *Projectactiviteiten*".

Art. 33. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 14. Overeenkomstig het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake de uitvoering van sommige bepalingen van het Protocol van Kyoto, gesloten te Brussel op 19 februari 2007, is het Gewest bevoegd voor de goedkeuring van de volgende projectactiviteiten :

1° elke projectactiviteit die volledig of gedeeltelijk gefinancierd wordt door het Gewest, of door een provincie of een gemeente, gelegen op zijn grondgebied;

2° elke projectactiviteit waarvan dat gewest AAU', RMU's, ERU's of CER's wil verwerven;

3° elke CDM- of JI-projectactiviteit waarvoor het verzoek tot goedkeuring wordt ingediend door een natuurlijke persoon met zijn woonplaats in het Gewest of door een rechtspersoon met een vestigingsseenheid in het Gewest;

4° elke projectactiviteit, die op het grondgebied van het Gewest wordt uitgevoerd.

Als een projectactiviteit tegelijkertijd onder de bevoegdheid valt van meerdere Gewesten of van één of meerdere Gewesten en de Federale overheid, dan wordt ze behandeld overeenkomstig de overeenkomsten die tussen de verschillende overheden zijn aangegoten."

Art. 34. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 15. § 1. De Regering bepaalt de criteria inzake betoelaagbaarheid en de procedures voor de goedkeuring van de projectactiviteiten en belast de door haar aangewezen dienst of instelling met de goedkeuring van projecten die in het kader van de JI of het CDM worden uitgevoerd.

De Regering kan het beheer van het verzoek tot goedkeuring van de projectactiviteiten doen afhangen van de betaling door de aanvrager van een heffing waarvan ze het bedrag bepaalt.

§ 2. De Regering kan bepaalde rechtspersonen machtigen tot deelname aan projectactiviteiten.

De Regering blijft verantwoordelijk voor de nakoming van de verplichtingen die haar worden opgelegd krachtens het RVNKV en het Protocol van Kyoto en zorgt ervoor dat deze deelname overeenstemt met de overeenkomstig het RVNKV of het Protocol van Kyoto relevante en goedgekeurde oriëntaties, modaliteiten en procedures".

Art. 35. In artikel 16, § 1, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De Regering bepaalt dat de projectactiviteiten waaraan zij deelneemt of die ze goedkeurt, voorbereid en uitgevoerd worden overeenkomstig de artikelen 6 en 12 van het Protocol van Kyoto en de beslissingen goedgekeurd in het kader van deze bepalingen."

Art. 36. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 16/1, luidend als volgt :

"Art. 16/1. De beslissingen genomen door de dienst of door de instelling die door de Regering in het kader van dit hoofdstuk aangewezen moet worden, zijn vatbaar voor beroep volgens de modaliteiten bepaald in artikel 6 van dit decreet."

Art. 37. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een bijlage I/1 en een bijlage II/1 die gevoegd worden als bijlagen 1 en 2 bij dit decreet.

Art. 38. Dit decreet treedt in werking op 1 december 2010 met uitzondering van de artikelen 1, 18 tot 30 en 37 die uitwerking hebben op 1 december 2009.

BIJLAGE I/1

bij het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto

Principes inzake de bewaking van en de rapportage over de emissies en de tonkilometergegevens voor de luchtvaartactiviteiten

Bewaking van kooldioxide-emissies

De emissies moeten door middel van berekeningen worden bewaakt. Ze worden met behulp van de volgende formule berekend :

Brandstofverbruik X emissiefactor

Het brandstofverbruik omvat tevens de brandstof die wordt verbruikt door het hulpaggregaat. Waar mogelijk wordt het daadwerkelijke brandstofverbruik voor elke vlucht gebruikt, dat met behulp van de volgende formule wordt berekend :

Hoeveelheid brandstof in de brandstoftanks van het luchtvaartuig na het tanken voor de vlucht - hoeveelheid brandstof in de brandstoftanks van het luchtvaartuig na het tanken voor de volgende vlucht + hoeveelheid getankte brandstof voor die volgende vlucht.

Als er geen gegevens beschikbaar zijn over het daadwerkelijke brandstofverbruik, wordt een gedifferentieerde standaardmethode gebruikt om op basis van de beste beschikbare informatie de gegevens over het brandstofverbruik te schatten.

Tenzij activiteitspecifieke emissiefactoren die door onafhankelijke, erkende laboratoria met behulp van aanvaarde analysemethoden zijn afgeleid, nauwkeuriger zijn, worden de standaardemissiefactoren van het IPCC gebruikt, die worden ontleend aan de IPCC-richtsnoeren voor nationale inventarissen van broeikasgassen van 2006 of latere herzieningen van deze richtsnoeren. De emissiefactor voor biomassa is nul.

Voor iedere vlucht en voor iedere brandstof wordt een aparte berekening gemaakt.

Rapportage over emissies

Elke luchtvaartuigexploitant dient de volgende informatie op te nemen in zijn verslag uit hoofde van artikel 12/10, § 2 :

A. Gegevens voor het identificeren van de luchtvaartuigexploitant, waaronder :

- naam van de luchtvaartuigexploitant;
- administrerende lidstaat;
- adres, inclusief postcode en land, en, in voorkomend geval, contactadres in de administrerende lidstaat;
- de registratienummers van de vliegtuigen en de typen vliegtuigen die in de periode waarop het verslag betrekking heeft, zijn gebruikt voor de uitoefening van de in bijlage I genoemde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is;
- het nummer en de afgevende instantie van het bewijs luchtvaartexploitant en de exploitatievergunning waaronder de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is, zijn uitgeoefend;
- adres, telefoonnummer, fax en e-mailadres van een contactpersoon, en
- naam van de eigenaar van het vliegtuig.

B. Voor ieder type brandstof waarvoor de emissies worden berekend :

- brandstofverbruik;
- emissiefactor;
- het totaal van de cumulatieve emissies van alle vluchten die zijn uitgevoerd gedurende de periode waarop het verslag betrekking heeft, en die vallen onder de in door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is;
- de cumulatieve emissies van :
 - alle vluchten die zijn uitgevoerd gedurende de periode waarop het verslag betrekking heeft, en die vallen onder de door de Regering genoemde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is, en die zijn vertrokken van een luchtvaartterrein op het grondgebied van een lidstaat en zijn aangekomen op een luchtvaartterrein op het grondgebied van dezelfde lidstaat;
 - alle andere vluchten die zijn uitgevoerd gedurende de periode waarop het verslag betrekking heeft, en die vallen onder de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is;
 - de cumulatieve emissies van alle vluchten die zijn uitgevoerd gedurende de periode waarop het verslag betrekking heeft, en die vallen onder de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is, en die
- zijn vertrokken vanuit elke lidstaat, en
- zijn aangekomen in elke lidstaat vanuit een derde land,
- onzekerheid.

Bewaking van de tonkilometersgegevens

Voor het aanvragen van een toewijzing van emissierechten overeenkomstig artikel 12/5, § 1, of artikel 12/6, § 1, wordt de omvang van de luchtvaartactiviteiten in tonkilometers berekend met de volgende formule :

tonkilometers = afstand X vracht waarbij :

“afstand” : de orthodromische afstand tussen het luchtvaartterrein van vertrek en het luchtvaartterrein van aankomst, plus een extra vaste component van 95 km, en “vracht” : de totale massa aan vracht, post en passagiers die wordt vervoerd.

Voor het berekenen van de vracht :

- is het aantal passagiers het aantal personen aan boord exclusief bemanningsleden;
- mogen de luchtvaartuigexploitanten in hun documentatie over massa en zwaartepunt voor de desbetreffende vluchten naar keuze de werkelijke of de standaardmassa's voor passagiers en geregistreerde bagage gebruiken, of een standaardwaarde van 100 kg voor iedere passagier, en diens geregistreerde bagage.

Rapportage over de tonkilometersgegevens

Elke luchtvaartuigexploitant neemt de volgende informatie op in zijn aanvraag uit hoofde van artikel 12/5, § 1, of artikel 12/6, § 1 :

A. Gegevens voor het identificeren van de luchtvaartuigexploitant, waaronder :

- naam van de luchtvaartuigexploitant;
- administrerende lidstaat;
- adres, inclusief postcode en land, en, in voorkomend geval, contactadres in de administrerende lidstaat;
- de registratienummers van de vliegtuigen en de typen vliegtuigen die in de periode waarop het verslag betrekking heeft, zijn gebruikt voor de uitoefening van de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is;
- het nummer en de afgevende instantie van het bewijs luchtvaartexploitant en de exploitatievergunning waaronder de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is, zijn uitgeoefend;
- adres, telefoonnummer, fax en e-mailadres van een contactpersoon, en
- naam van de eigenaar van het vliegtuig.

B. Tonkilometergegevens :

- aantal vluchten per luchtvaartterreincombinatie;
- aantal passagierskilometers per luchtvaartterreincombinatie;
- aantal tonkilometers per luchtvaartterreincombinatie;
- gekozen methode voor de berekening van de massa van passagiers en geregistreerde bagage;
- totaal aantal tonkilometers voor alle vluchten die zijn uitgevoerd gedurende de periode waarop het verslag betrekking heeft, en die vallen onder de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten waarvoor hij de exploitant is.

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010 tot wijziging van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een “Fonds wallon Kyoto” en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto.

BIJLAGE II/1

bij het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto

Criteria voor de verificatie van de rapportages over de emissies en tonkilometersgegevens van de luchtvaartactiviteiten

Algemene beginselen

1. De emissies van de vluchten die onder een door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteit vallen, worden aan een verificatie onderworpen.

2. Bij het verificatieproces moeten het verslag uit hoofde van artikel 12/10, § 2, en de tijdens het vorige jaar uitgevoerde bewaking van de emissies worden gezien. Hierbij wordt gekeken naar de betrouwbaarheid, de geloofwaardigheid en de nauwkeurigheid van de bewakingssystemen en de gerapporteerde gegevens, en naar informatie inzake de emissies, in het bijzonder :

- a) de gerapporteerde activiteitsgegevens en daarmee verband houdende metingen en berekeningen;
- b) de keuze en het gebruik van emissiefactoren;
- c) de berekeningen die leiden tot de bepaling van de totale emissies;
- d) indien er metingen zijn gebruikt, de juistheid van de keuze en de wijze van toepassing van de meetmethoden.

3. De emissies waarover verslag is uitgebracht kunnen alleen worden gevalideerd als betrouwbare, geloofwaardige gegevens en informatie het mogelijk maken de emissies te bepalen met een hoge mate van zekerheid. Voor een hoge mate van zekerheid moet de luchtvaartuigexploitant aantonen dat :

- a) de gerapporteerde gegevens vrij zijn van inconsistenties;
- b) de gegevens zijn verzameld overeenkomstig de toepasselijke wetenschappelijke normen;
- c) de desbetreffende registers van het luchtvaartuig gebruikt om de luchtvaartactiviteiten waarop het verslag betrekking heeft, te verrichten, volledig en consistent zijn.

4. De verificateur krijgt toegang tot alle bedrijfsterreinen en tot alle informatie in verband met het onderwerp van de verificatie.

5. De verificateur houdt rekening met het feit dat de luchtvaartuigexploitant al dan niet in het kader van EMAS (het communautaire milieubeheer- en milieuauditsysteem) geregistreerd is.

Methode

Strategische analyse

6. De verificatie moet worden gebaseerd op een strategische analyse van alle luchtvaartactiviteiten waarop het verslag betrekking heeft en die door de luchtvaartuigexploitant verricht worden. Hiertoe heeft de verificateur een overzicht nodig van alle activiteiten en hun betekenis voor het emissieniveau van de installatie.

Procesanalyse

7. De verificatie van de overgelegde informatie vindt zo nodig plaats op de sites gebruikt door de luchtvaartuigexploitant voor de uitoefening van de luchtvaartactiviteiten waarop het verslag betrekking heeft. De verificateur neemt steekproeven om de betrouwbaarheid van de gerapporteerde gegevens en informatie vast te stellen.

Risicoanalyse

8. De verificateur moet alle luchtvaartuigen waarvoor de luchtvaartuigexploitant verantwoordelijk is, evalueren met het oog op de betrouwbaarheid van de gegevens gegeven voor elk luchtvaartuig die tot de totale emissies van de luchtvaartactiviteiten waarop het verslag betrekking heeft en die door de luchtvaartuigexploitant verricht worden, bijdraagt.

9. Aan de hand van deze analyse identificeert de verificateur uitdrukkelijk de bronnen met een groot foutenpotentieel en andere aspecten van de bewakings- en rapportageprocedure die waarschijnlijk zullen bijdragen tot fouten bij de bepaling van de totale emissies. Het betreft hier met name de keuze van de emissiefactoren en de berekeningen die nodig zijn om de emissies van afzonderlijke emissiebronnen vast te stellen. Bijzondere aandacht wordt besteed aan bronnen met een groot foutenpotentieel en aan de desbetreffende aspecten van de bewakingsprocedure.

10. De verificateur houdt rekening met alle risicobeheersingsmethoden die de luchtvaartuigexploitant toepast om de mate van onzekerheid zo klein mogelijk te houden.

Verslag

11. De verificateur stelt een verslag op over het valideringsproces, waarin wordt vermeld of de aangifte bedoeld in artikel 12/10, § 2, bevredigend is. In dit verslag komen alle onderwerpen aan de orde die voor het verrichte werk van belang zijn. De verificateur kan bevestigen dat het verslag uit hoofde van artikel 12/10, § 2, bevredigend is als hij de mening is toegedaan dat de aangegeven totale emissies niet wezenlijk verkeerd zijn.

Aan de bevoegdheid van de verificateur te stellen minimumeisen

12. De verificateur is onafhankelijk van de luchtvaartuigexploitant, voert zijn werk serieus uit op een objectieve, professionele wijze en is vertrouwd met :

- a) de bepalingen van Richtlijn 2003/87/EG, alsmede de relevante normen en richtsnoeren goedgekeurd door de Commissie overeenkomstig artikel 14, § 1, van richtlijn bedoeld in artikel 2, 3^o, van dit decreet;
- b) de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op te verifiëren activiteiten,
- c) de totstandkoming van alle informatie over het luchtvaartuig waarvoor de luchtvaartuigexploitant verantwoordelijk is, met name wat de verzameling, meting, berekening en rapportage van gegevens betreft.

13. De verificateur moet zich er in het bijzonder van vergewissen dat :

a) alle onder de door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteiten vallende vluchten in aanmerking zijn genomen. De verificateur zal in deze taak worden ondersteund door middel van gegevens over dienstregelingen en andere gegevens over het verkeer van de luchtvaartuigexploitant, waaronder door hem opgevraagde gegevens van Eurocontrol;

b) de gegevens over het brandstofverbruik en de gegevens over de voor het luchtvaartuig dat de luchtvaartactiviteit verricht, aangekochte of anderszins verschaft brandstof, consistent zijn.

Aanvullende bepalingen voor de verificatie van voor de toepassing van de artikelen 12/5 en 12/6 overgelegde tonkilometergegevens

14. De in deze bijlage beschreven algemene beginselen en methoden voor de verificatie van verslagen uit hoofde van artikel 12/10, § 3, moeten, indien nodig, ook toegepast worden bij de verificatie van luchtvaart-tonkilometergegevens.

15. De verificateur dient zich er in het bijzonder van te vergewissen dat alleen daadwerkelijk uitgevoerde en onder een door de Regering bepaalde luchtvaartactiviteit vallende vluchten waarvoor de vliegtuigexploitant verantwoordelijk is, in aanmerking zijn genomen in de aanvraag van die exploitant uit hoofde van artikel 12/5, § 1 en artikel 12/6, § 1. De verificateur zal in deze taak worden ondersteund door middel van gegevens over dienstregelingen en andere gegevens over het verkeer van de luchtvaartuigexploitant, waaronder door hem opgevraagde gegevens van Eurocontrol. Bovendien dient de verificateur na te gaan of de door de vliegtuigexploitant gerapporteerde vracht overeenkomt met de door hem voor veiligheidsdoeleinden bijgehouden documenten over de vracht.

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 6 oktober 2010 tot wijziging van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 oktober 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement, 215 (2009-2010). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 6 oktober 2010.

Bespreking - Stemmingen.